

# Rapport de redevabilité 2019

## des engagements de développement durable en Gironde

Adopté par l'assemblée plénière lors du débat d'orientations budgétaires le 18 novembre 2019







Notre société se trouve, aujourd'hui plus que jamais, à l'heure de choix cruciaux. L'amertume sociale conjuguée à l'urgence climatique exigent de nous mieux que des constats ou des hypothèses. Il est temps d'agir concrètement pour que les catastrophes que nous connaissons ne deviennent pas à l'avenir des situations ordinaires.

La politique de développement durable, dans laquelle notre collectivité s'est engagée depuis 1999, a ouvert nos actions à la prise en compte de l'exigence environnementale. Elle pose aujourd'hui les bases de notre stratégie départementale d'adaptation aux changements climatiques et sociétaux.

Par son engagement et son exemplarité, reconnu en matière de responsabilité sociétale de l'organisation, le Département souhaite contribuer à une prise de conscience partagée et créer un effet d'entraînement collectif à l'échelle de la société.

Conscients d'être arrivés à la fin d'un cycle, nous préférons être à l'initiative que subir le nouveau modèle de société à venir. C'est collectivement que nous devons le construire, pour forger un nouveau vivre-ensemble dans lequel chacune et chacun pourra trouver sa place, dans le respect du monde qui nous entoure.

Loin d'opter pour le repli et la résignation, le Département souhaite s'appuyer sur les initiatives locales et quotidiennes. La recherche de solutions communes doit nous permettre de renouer avec un sens du partage qui s'est amoindri au fil du temps.

Entrer en résilience, c'est faire appel aux bonnes solutions d'hier et à l'innovation de demain, pour rendre sa vraie valeur à notre quotidien où la cause humaine et environnementale doit être notre préoccupation immédiate et pérenne. Ce modèle de société, apaisé et respectueux, nous y croyons. Bâtissons-le !

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'JLG'.

**Jean-Luc Gleyze,  
Président du Département  
de la Gironde**



# Sommaire en cours

Rendre compte au regard des 17 Objectifs mondiaux de développement durable	6
<b>VP1</b> Synergies, stratégie et développement des territoires	8
<b>VP2</b> Valorisation du patrimoine environnemental et touristique, ports et littoral, Agenda 21	12
<b>VP3</b> Jeunesse, culture, sport et vie associative	16
<b>VP4</b> Attractivité territoriale, initiative économique locale et tourisme	20
<b>VP5</b> Habitat, logement, développement social, précarité et modes d'accueil	24
<b>VP6</b> Finances et fonds européens	28
<b>VP7</b> Autonomie, handicap et politique de l'âge	32
<b>VP8</b> Préservation de l'environnement, gestion des risques et des ressources, infrastructures routières	36
<b>VP9</b> Politiques de l'insertion	40
<b>VP10</b> Politique éducative et sociale, collèges	44
<b>VP11</b> Mobilités	48
<b>VP12</b> Citoyenneté, relations avec les usagers, communication et accès numériques	52
<b>VP13</b> Promotion de la santé et protection de l'enfance	56
<b>VP14</b> Ressources humaines, modernisation des services et dialogue social	60
<b>VP15</b> Patrimoine départemental	64
Conclusions générales de l'évaluation RSO (Responsabilité Sociétale des Organisations)	68
Stratégie de résilience girondine	70

# Rendre compte au regard des 17 ODD

## Objectifs mondiaux de développement durable

### Les objectifs de développement durable

Depuis septembre 2015, la communauté internationale a précisé 17 Objectifs de développement durable (ODD) décomposés en 169 cibles à atteindre en 2030. C'est l'Agenda 2030 auquel tous les acteurs étatiques et non étatiques, publics et privés sont invités à contribuer dans une perspective de coresponsabilité pour faire face aux urgences sociales, climatiques et écologiques qui ne font que s'amplifier.

En septembre 2019, la feuille de route de la France pour l'Agenda 2030, issue d'un vaste processus de co-construction avec tous les acteurs de la nation, a été rendue publique. La feuille de route fixe « le cap pour une France entreprenante, solidaire

et écologique, qui ne laisse personne de côté et qui ne vit pas au crédit de ses enfants, ni de leur environnement ».

<https://www.agenda-2030.fr/actualites/feuille-de-route-de-la-france-pour-lagenda-2030-368>

Le Département de la Gironde s'est saisi de ces nouveaux objectifs depuis leur adoption et tient à rendre compte annuellement de sa responsabilité et de sa contribution en connectant l'universel et le local.



### De nombreux défis à relever

Les objectifs de développement durable, par leur caractère ambitieux et transversal, soulèvent de nombreux enjeux pour les quinze prochaines années :

Assurer un état des lieux réaliste, puis mettre en œuvre un suivi rigoureux des progrès réalisés et identifier les domaines d'amélioration possible.

Créer une dynamique d'appropriation des objectifs de développement durable par les territoires, la société civile, le secteur privé et les citoyens.

Favoriser un contexte de coopération : diffuser les bonnes pratiques et construire un cadre de coopération entre les acteurs pour mener des actions conjointes.

En savoir plus : <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/mdgoverview/post-2015-development-agenda.html>

## La contribution du Département de la Gironde aux 17 ODD

Depuis le début du mandat, le Département de la Gironde s'applique à organiser le débat avec les acteurs locaux et à préciser sa contribution aux objectifs mondiaux du développement durable. Pour le Rapport DD 2015, année d'adoption des ODD, chaque vice-présidence a identifié les objectifs sur lesquels elle visait prioritairement à situer sa contribution. Pour le Rapport DD 2016, rapport de redevabilité dans l'esprit des documents produits par les Etats annuellement dans le Forum Politique de Haut Niveau pour le Développement Durable de l'ONU, la contribution des politiques du Département à chacun des 17 ODD a été détaillée. En 2017, chaque vice-présidence a fait l'effort de qualifier les impacts de ses politiques et dispositifs sur chaque ODD. Une visualisation des impacts est proposée et explicitée pour chaque vice-présidence. Ce travail a été réactualisé et ajusté en 2018 et 2019.

A l'occasion de la 3ème évaluation de la Responsabilité Sociétale de l'Organisation par AFNOR Certification en 2019, le Département, évalué au niveau « exemplarité », a testé l'évolution du référentiel AFAQ 26000 - RSO Engagé qui inclut

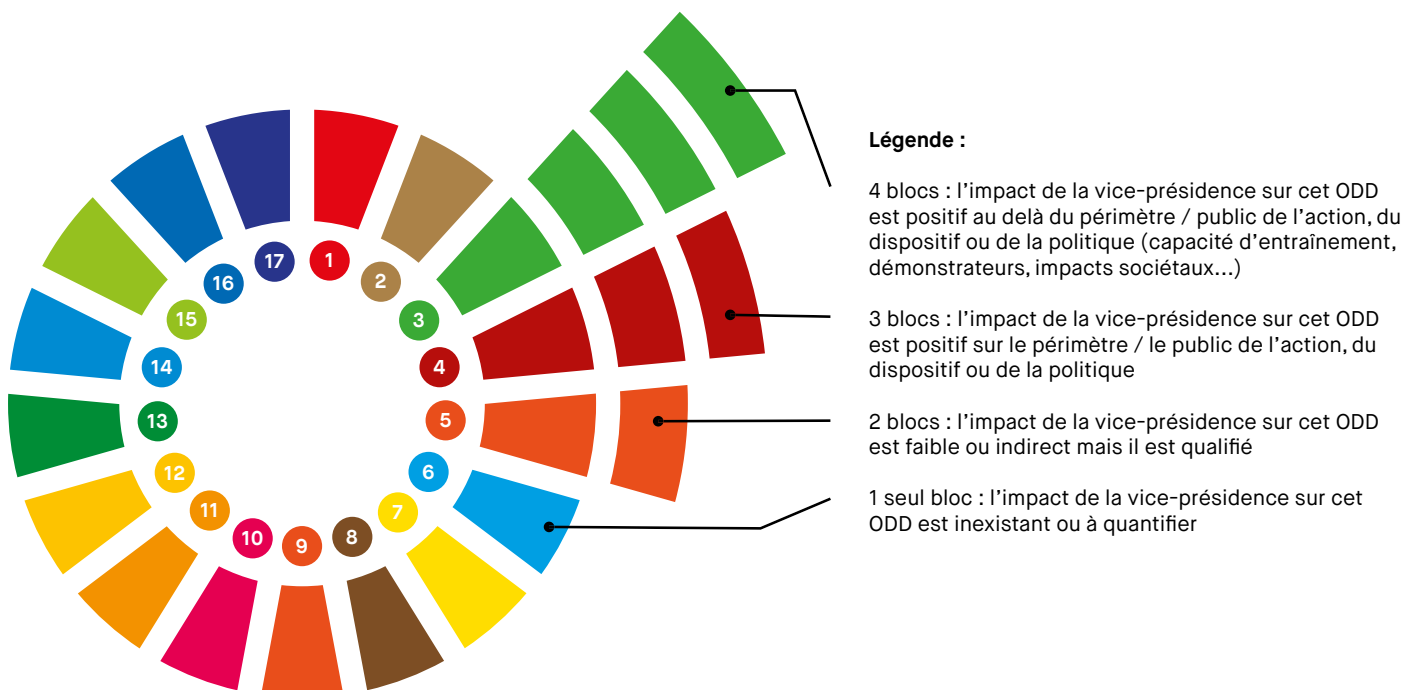
désormais une évaluation de la contribution au regard des 17 objectifs du développement durable.

Afin de mobiliser largement les Girondines et les Girondins, les partenaires et les acteurs sociaux économiques, le Département créé de nouveaux outils et de nouveaux espaces permettant l'appropriation des enjeux de la territorialisation des ODD. Le Mandala des ODD et le modèle des cousinades inter-réseaux « la Gironde s'invente » ont été largement partagés au plan national dans les rencontres de la feuille de route nationale comme sur les plateformes numériques Agenda 2030. La contribution girondine est reprise dans la première publication « ODD et territoires » publiée par le Ministère des transitions écologiques et solidaires à l'occasion du lancement de la feuille de route de la France pour l'Agenda 2030.

### Et ensuite ?

Les outils du suivi et de quantification des impacts seront approfondis et les indicateurs actualisés dans le système d'information décisionnel du Département de la Gironde. Un travail de rapprochement avec les réseaux associatifs est en cours afin de faire converger tous les efforts vers une large

compréhension des enjeux et une coordination des actions pour une cohérence et un impact renforcés afin d'atteindre ensemble les objectifs de l'Agenda 2030.



### Les délégations transversales

En début de mandat, l'exécutif a décidé de la mise en place de délégations transversales. Les feuilles de route et actions de ces dernières sont inscrites en transversalité dans chaque fiche de vice-présidence.

Les actions de la délégation Egalité Femmes-Hommes sont identifiées par les lettres DEFH (ODD5) et celles de la délégation Transition énergétique et Précarité énergétique par les lettres DTE (ODD7 et ODD13).

# VP1 - Synergies, stratégie et développement des territoires

Commissions :

1. IntersSCoT et politique foncière
2. Aides aux communes et aux Etablissements publics de coopération intercommunale


## PRIORITÉS DE MANDAT


- Poursuivre un accompagnement de proximité des territoires girondins, stimuler des initiatives porteuses de cohésion et des investissements adaptés, cohérents et innovants
- Renforcer la politique foncière en vue de conforter le maillage des pôles de centralité, les centres bourgs, la préservation des ressources et des espaces agricoles en s'appuyant sur l'InterSCoT
- Privilégier une méthode collaborative et un soutien différencié


## Responsabilité sociétale


### Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

 **P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours

 **D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

 **C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.

 **A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU  
DÉVELOPPEMENT DURABLE

AMBITION  
VICE-  
PRÉSIDENTE

### Cohésion sociale et territoriale

Faire jouer les solidarités entre les territoires

### Épanouissement de tous les êtres humains

Garantir l'accès pour tous à un service public de qualité et de proximité

### Lutte contre le changement climatique

Inscrire la transition énergétique au sein des territoires : vers un Département à énergie positive

### Préservation de la biodiversité

Non consommation des ressources naturelles et foncières

### Production et consommation responsables

Stimuler la qualité socio-environnementale des projets

### Gouvernance et participation citoyenne

Ouvrir la participation citoyenne sur les Pactes territoriaux



**Objectif du mandat : homogénéiser et améliorer les indicateurs et réduire les inégalités**

Poursuite de l'accompagnement des communes et de leurs groupements pour un développement équilibré du territoire avec application du coefficient Départemental de Solidarité (CDS) intégrant l'indice de fragilité sociale pour une meilleure prise en compte des inégalités sociales entre territoires girondins.

Organisation d'un séminaire InterSCoT le 28 mai «Nouveaux modes de vie et nouveaux rapports aux territoires» - 60 participants.

Poursuite de la mise en œuvre de l'EPFNA en Gironde (développement urbain en densification et en renouvellement urbain) + poursuite de la prospective sur les formes urbaines et architecturales plus compactes.

Poursuite de la mise en œuvre des pactes et organisation des conseils de territoire dans le cadre du dialogue territorial animé par le Département  
Perspective de conférence des territoires girondins avec Bordeaux Métropole et Région dans la poursuite du travail de l'InterSCoT

- 18 conseils de territoires en 2019 (90 depuis 2015)
- 1 charte alimentaire signée dans le Pacte des Hauts de Garonne

**Objectif du mandat : revitaliser les centres bourgs**

Lancement d'actions, notamment correctrices, du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP)

Poursuite de l'élaboration des Contrats Ville d'Équilibre (juin 2019- adoption CVE Castillon la Bataille), pour amplifier le rôle structurant des principaux pôles girondins.

Expérimentation de nouvelles modalités de faire dans le cadre des conventions d'aménagement de bourg (CAB) avec l'organisation d'un concours à idée en amont de l'étude programmatique.

Adaptation au BP des règlements d'intervention départementaux pour une meilleure prise en compte des besoins des territoires, du caractère structurant des projets, dans un contexte d'adaptation aux changements climatiques et inscrite dans une stratégie de résilience territoriale

- 3 nouvelles candidatures (au 1<sup>er</sup> juin 2019) +51 Convention d'Aménagement de Bourg actives +37 Conventions d'Aménagement d'Ecoles
- 3 nouveaux Contrats de Ville d'Equilibre

**Objectif du mandat : mettre en œuvre les objectifs quantifiés de l'Accord de Paris (COP21)**

Modification du règlement d'intervention en faveur de la réalisation de pistes cyclables et d'aires de covoiturage afin d'aider davantage les communes ou intercommunalités qui lancent ce type de programme.

Organisation des conseils de territoire autour du thème de la résilience territoriale : repérage d'acteurs et de projets/ partage et sensibilisation

- 9 conseils de territoire fléchés résilience en 2020

**Objectif du mandat : poursuivre la préservation des ressources girondines à travers l'InterScot**

Soutien de l'objectif de sobriété foncière dans le cadre de la contribution au SRADDET (juin 2019) et dans l'élaboration du plan d'actions des ODAC

Soutien aux collectivités territoriales en intégrant ce critère de sobriété foncière

Poursuite du plan d'actions du PEANP pour préserver et développer les terres agricoles maraîchères. Lancement de la démarche des terres incultes sur le PEANP des Jalles

Soutien aux projets alimentaires territoriaux (PAT) : aides au portage et à l'acquisition foncière, aide à l'investissement (régie alimentaire, légumerie, conserverie) et aide à la traduction dans les documents d'urbanisme.

Partager collectivement l'ambition d'un zéro artificialisation nette des sols girondins

Inscrire le thème de la résilience territoriale dans la feuille de route de l'Interscot

- 5 nouveaux partenaires adhérent à la charte NAFU (INAO, CAUE, EPFNA, BM, SAFER)
- Extension envisagée du PEANP des jalles d'environ 1500ha

**Objectif du mandat : 100% des projets soutenus avec des critères sociaux et environnementaux**

Mise en œuvre de critères de développement durable pour l'intégralité des projets communaux et intercommunaux.

Identification des projets pour lesquels la clause sociale pourrait être mobilisée.

Organisation de comités techniques transversaux permettant d'apprécier la qualité globale des projets et notamment leur impact environnemental et paysager.

Poursuite des actions menées en faveur du développement de la clause sociale

Sensibilisation en lien avec les directions techniques concernées à l'utilisation de matériaux écologiquement moins impactants

Résilience : vers une évolution des critères de conditionnalité des aides

- La totalité des projets soutenus satisfont au moins 3 critères de développement durable sur les 10 proposés

**Objectif du mandat : ouvrir les conseils de territoires aux citoyens**

Poursuite des conseils de territoire avec la 8ème série en mai/juin 2019 et une 9ème fin 2019

Poursuite de la mobilisation du dispositif «coup de pouce» et implication des pactes dans le forum Solutions Solidaires en février 2019.

2 nouveaux rendez vous en 2020 : les conseils de territoire et le forum Solutions Solidaires ouverts aux citoyennes et citoyens, ouvrant le débat sur les liens entre transitions sociales, territoriales et écologiques et la coresponsabilité

- Environ 1 000 personnes mobilisées lors des conseils de territoires

# Quels impacts de la VP1 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

**1 Éliminer l'extrême pauvreté**

> **IMPACT INDIRECT**

Veiller à l'équilibre territorial et à un égal accès aux services publics pour permettre de lutter contre l'isolement et le sentiment de relégation

**2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable**

> **IMPACT POSITIF**

Protection du foncier alimentaire, mise en place d'un AMI sur les diagnostics agricoles pour les documents d'urbanisme, InterSCoT, Périmètre de protection des espaces agricoles naturels périurbains (PPEANP)

**3 Permettre à toutes et tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge**

> **IMPACT POSITIF**

Financement des équipements des communes visant le mieux vivre ensemble et investissement dans les maisons de santé pluridisciplinaires

**4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie**

> **IMPACT POSITIF**

Soutien aux investissements des communes pour l'aménagement des écoles

**5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles**

> **PAS D'IMPACT**

**6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau**

> **IMPACT POSITIF**

Soutien aux opérations d'assainissement

**7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable**

> **IMPACT POSITIF**

Bonifications des aides et soutien à l'investissement des projets de développement des énergies renouvelables. Déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques sur les sites déconcentrés du Département, accessibles aux partenaires du Département [DTE]

**8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous**

> **IMPACT INDIRECT**

Soutien aux investissements locaux, bonifications sur innovations, clauses sociales dans les marchés publics et subventions

**9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et à tous et encourager l'innovation**

> **IMPACT POSITIF**

Soutien aux investissements locaux conditionné aux critères de développement durable, bonification pour les innovations sociales et écologiques

**10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre**

> **IMPACT POSITIF**

Actions en faveur de la résorption des déséquilibres entre territoires

**11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et à tous, sûrs, résilients et durables**

> **IMPACT POSITIF**

Soutien aux investissements durables des communes et intercommunalités

**12 Etablir des modes de production et de consommation durables**

> **IMPACT POSITIF**

Protection des sols, critères de développement durable dans les aides départementales

**13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions**

> **IMPACT POSITIF**

Conservation d'espaces non urbanisés en zones périurbaines .

Aide à l'investissement pour la performance énergétique des écoles et centres de loisirs, dont mobilités douces et amélioration de la qualité de l'air intérieur des établissements recevant des enfants dans le cadre des Conventions d'Aménagement des écoles Actions d'éducation au changement et à l'adaptation au changement climatique [DTE]

Réseau des territoires à énergie positive (TEPOS, TEPCV) en Gironde

**14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable**

> **PAS D'IMPACT**

**15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité**

> **IMPACT POSITIF**

Charte agricole et forestière, observatoire du foncier, PPEANP...

**16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous**

> **IMPACT POSITIF**

Développement territorial d'espaces de dialogues

**17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs**

> **IMPACT POSITIF**

Mise en place des conseils de territoire et de la gouvernance partagée des pactes territoriaux (Gironde 2033)



# VP2 - Valorisation du patrimoine environnemental et touristique, ports et littoral, Agenda 21

Commissions :

1. Valorisation du patrimoine environnemental et touristique, ports et littoral
2. Agenda 21


## PRIORITÉS DE MANDAT


- Poursuivre le positionnement du Département comme une référence en matière de préservation, de sensibilisation et d'accès au patrimoine naturel de la Gironde
- Créer les conditions d'une dynamique visant le bien-être durable dans les territoires
- Conforter le rôle du Département dans sa politique de gestion portuaire durable


## Responsabilité sociétale


### Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

 **P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours

 **D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

 **C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.

 **A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU  
DÉVELOPPEMENT DURABLE

AMBITION VICE-  
PRÉSIDENTE



**Cohésion sociale  
et territoriale**

Garantir les équilibres sociaux et environnementaux



**Lutte contre  
le changement  
climatique**

Accompagner l'adaptation des territoires au changement climatique



**Préservation de la  
biodiversité**

Développer les espaces naturels sensibles et leurs accès publics : connaître, faire connaître et agir



**Production et  
consommation  
responsables**

Développer une capacité alimentaire locale et saine pour tous



**Participation  
citoyenne**



**Gouvernance**

Mener la concertation des projets du Département avec les acteurs concernés

**Objectif du mandat : favoriser l'appropriation de l'Agenda 21 et des innovations sociales, écologiques et participatives par les acteurs du territoire**

Adoption au BP 2019 de l'Acte 4 de l'Agenda 21, Agenda 2030 : stratégie départementale de gouvernance de l'innovation pour amplifier la contribution aux ODD pour le bien-être de toutes et de tous.  
 Intégration de la Région Nouvelle-Aquitaine dans la gouvernance de LaBase en novembre 2018. 3 projets partenariaux de LaBase lauréats des Défis nationaux «Cartes Blanches»  
 Publication et diffusion du bilan des 9 premiers Labo'Mobiles. Installation semestrielle des cousinades inter-réseaux «La Gironde s'invente» et publications de la collection «La Gironde s'invente».

Développement des ateliers transformation à LaBase incluant les ODD et la résilience territoriale  
 Approfondissement d'une nouvelle version des Labo'Mobiles renforçant les conditions d'une innovation de rupture  
 Outiller la dimension transformatrice et démocratique de la stratégie girondine de résilience : budget participatif et panel citoyen

- 300 participants aux 3 premières cousinades inter-réseaux
- 65 projections collectives du film «La Gironde s'invente»
- 300 participants et 30 ateliers par mois à LaBase
- 90 participants au marathon de la simplification publique

**Objectif du mandat : diffuser la connaissance sur les impacts du changement climatique à travers les Pactes territoriaux**

Département de la Gironde retenu à l'appel à projets national relatif au Contrat de développement territorial des énergies renouvelables thermiques qui permettra de développer sur 3 ans plus de 60 projets d'EnR thermiques (bois énergie, géothermie...). Partenariat avec l'ALEC, le SDEEG et le SIPHEM. Élaboration, sur la base d'études réalisées, d'un état des lieux environnemental de la Gironde par milieux naturels et territoires  
 Bilan des émissions de gaz à effet de serre réalisé en 2019 vers une stratégie neutralité carbone à 2050.  
 Lancement de la stratégie ERC : Éviter, Réduire, Compenser les impacts sur la nature des aménagements qu'il réalise afin que la réponse aux besoins sociaux ne se fasse pas au détriment des milieux naturels, sources de résilience grâce aux services écosystémiques qu'ils rendent

Création d'outils pour améliorer la qualité des données du Bilan des Emissions de Gaz à Effet de Serre sur les données de 2017  
 Actions majeures en matière de pool véhicules et d'achats  
 Poursuite opération «soleil girondin» : projet sur l'aire de covoiturage de Saint André de Cubzac retenu par la CRE.  
 Expérimentation du scénario de la séquence ERC : éviter, réduire, compenser

- 11 bâtiments départementaux équipés en panneaux photovoltaïques soit 54% de la consommation énergétique des bâtiments équipés en production
- 221 bâtiments publics isolés grâce à l'opération COCON33

**Objectif du mandat : développer l'accès aux publics des espaces naturels sensibles et les gestions transitoires (vocation d'usage, associations, etc)**

Poursuite de la mise en œuvre de la stratégie foncière 3-6-9 en matière d'Espaces Naturels Sensibles par l'accentuation d'actions proactives : création/extension de zones de préemption au titre des espaces naturels sensibles (ZPENS), prospection foncière et groupes fonciers locaux.  
 Lancement d'une 2<sup>ème</sup> tranche de travaux d'aménagement d'ENS pour leur ouverture au public ainsi que d'une phase 3 pour 2020 suite à la création et l'acquisition d'une ENS dans la vallée du Ciron. Incorporation aux ENS départementaux de parcelles issues de mesures compensatoires afin de garantir la pérennité de leur gestion écologique. Lancement d'un marché relatif à la création d'un outil de suivi et d'évaluation des ENS en Gironde. Augmentation des actions et événements visant à sensibiliser et éduquer à l'environnement : Fête de l'Arbre - Fête de la Nature - Fête de la Science.  
 Travail avec la direction des infrastructures sur la biodiversité dans les délaisées de voirie (lien VP8) .

Poursuite de la stratégie foncière 3, 6 et 9 ans de la politique ENS en vue d'une équité humaine et territoriale pour l'accueil du public  
 Amplification des animations de type événementiel  
 Évaluation des dispositifs départementaux d'éducation et de sensibilisation à l'environnement  
 Convention de partenariat avec le Conservatoire Végétal Régional d'Aquitaine sur la préservation de l'abeille noire

- 130 000 hectares artificialisés en 2016, Projection : + 60 000 ha en 2040 (Agreste)
- 18 165 hectares de ZPENS - 4 107 ha gérés par le Département
- 33 000 participants à une animation sur un espace naturel - 40 structures partenaires

**Objectif du mandat : accompagner les territoires girondins dans la mise en œuvre de projets pour la capacité alimentaire de toutes et tous**

Adoption au BP 2019 de la stratégie départementale de coresponsabilité alimentaire, création d'une délégation politique transversale dédiée et passage de relais à la DCDT sur la coordination interne  
 Élaboration d'un projet de thèse en CIFRE avec l'IRSTEA «Des systèmes alimentaires locaux aux politiques alimentaires territoriales». Embauche de la doctorante au 1<sup>er</sup> sept 2019  
 Poursuite des accompagnements de projets (Projets alimentaires territoriaux, collèges, réseau départemental des jardins alimentaires partagés)

Contribution à la mise en œuvre de la stratégie de coresponsabilité alimentaire  
 Installation et animation d'un réseau départemental des projets alimentaires territoriaux, PAT, dans le cadre de la thèse CIFRE

- 3 projets alimentaires territoriaux (PAT) en Labo'Mobiles
- 11 nouveaux collègues accompagnés «De la graine à l'assiette»
- 9 rencontres du réseau des jardins alimentaires partagés

**Objectif du mandat : Permettre à tous les Girondines et Girondins sans distinction de trouver leur place et leur pleine légitimité dans le processus de construction des décisions qui les concernent**

Kit d'outillage de la démarche participative «simplification des écrits administratifs».

Diffusion des kits participation  
 Évaluation du schéma de gouvernance participative  
 Renforcer la présence des usagers dans les ateliers de LaBase

- 7 démarches participatives en mode labo (Territoire 100% inclusif, guide PH, design MSAP-médiathèque, centre bourg...)

**Objectif du mandat : mettre en place une gouvernance ouverte pour les ports**

Le Syndicat Mixte des Ports du bassin d'Arcachon est désormais passé en régime de croisière. Sa construction administrative et financière s'achève actuellement par sa prise d'autonomie définitive avec sa migration informatique en dehors du Département. L'effectif est désormais complet (avec 6 agents mis à disposition par le CD), et les relations avec les instances opérationnelles (CDG33, paeries, CNFPT, services de l'état...)  
 3 conseils syndicaux se sont tenus en 2019

Fin du bornage de tous les ports, récupération des zones de mouillage des communes d'Andernos-les-Bains, Lanton et Arès, rédaction d'un schéma d'aménagement portuaire

- 25 agents pour gérer 14 ports, 8,5M€ d'opérations d'investissement (dont 5M€ par le CD33)
- 1,7M€ de recette sur les redevances liées au domaine public

# Quels impacts de la VP2 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

**1 Éliminer l'extrême pauvreté**

> PAS D'IMPACT

**2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable**

> IMPACT POSITIF

Adoption d'une stratégie de coresponsabilité alimentaire au budget primitif et installation d'une délégation politique transversale  
Bilan des 3 Labo'mobiles sur les projets alimentaires territoriaux  
Accueil d'une doctorante CIFRE sur les systèmes alimentaires et les projets alimentaires territoriaux.

**3 Permettre à toutes et tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de toutes et tous âges**

> IMPACT POSITIF

Bains de forêt et animations de reconnexion au vivant  
Partenariat avec ATMO et actions en faveur de la qualité de l'air  
Ateliers citoyens et acteurs de préparation de la stratégie de résilience territoriale avec une nouvelle approche des besoins fondamentaux : Manger, Boire, Respirer, S'Engager  
Opération annuelle «Cartable sain et durable».

**4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie**

> IMPACT POSITIF

Ouverture des Espaces naturels sensibles  
Education pour un développement durable pour tous  
Billets courants vert et appel à projet collégiens paysage et de la graine à l'assiette  
Formations actions de LaBase - Ateliers mensuels «Flash ODD», test et déploiement du «Mandala des ODD» #Agenda 2030

**5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles**

> PAS D'IMPACT

**6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau**

> IMPACT POSITIF

Préservation et gestion des zones humides  
Plan d'action départemental en faveur des milieux aquatiques (PADMA)  
Techniciens rivières.

**7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable**

> IMPACT FAIBLE

Soutien à l'ALEC et à ATMO - Candidature «Carte blanche» sur le chauffage au bois et la qualité de l'air (ATMO, DREAL, LaBase)  
Contrats de développement territorial des énergies renouvelables thermiques - Opération Soleil Girondin.

**8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous**

> PAS D'IMPACT

**9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et à tous et encourager l'innovation**

> PAS D'IMPACT

**10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre**

> IMPACT FAIBLE

Envoi de guides naturalistes dans le cadre de la coopération décentralisée avec le Sénégal (échanges de savoirs et de pratiques).  
Accueil d'un cadre en coopération du Burkina Faso et formation croisées aux 17 ODD Agenda 2030 - Évaluation de la mission par l'IFAID.

**11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et à tous, sûrs, résilients et durables**

> IMPACT POSITIF

Stratégie foncière à 3, 6 et 9 ans, mise en place des comités fonciers  
Création et extension des zones de protection des Espaces Naturels Sensibles.

**12 Établir des modes de production et de consommation durables**

> IMPACT POSITIF

Prévention et gestion des déchets sur le domaine départemental d'Hosteins  
Commission développement durable du Conseil départemental des jeunes mobilisée sur le gaspillage alimentaire (nudge).

Réseau girondin des jardins alimentaires et accompagnement des projets alimentaires territoriaux.

3e évaluation de la Responsabilité sociétale de l'Organisation par AFNOR - Niveau «Exemplaire».

**13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions**

> IMPACT POSITIF

Lancement de la stratégie de résilience girondine au BS 2019  
Formation de 300 agents spéciaux de résilience en interne.  
Intervention de Youth for Climate à la journée des maires.  
Réactualisation du BEGES et mobilisation interne : Opération Petite Laine. Semaine Européenne de la Mobilité, Semaine Européenne de la Réduction des Déchets...

**14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable**

> IMPACT POSITIF

Objet de l'implication du Département dans le Groupement d'intérêt public, GIP littoral, plan plage, préservation piscicole (Domaine de Certes-et-Graveyron), dune du Pyla, Île Nouvelle...  
Participation au syndicat mixte des ports, acquisitions de parcelles et mesures de protection des milieux (antifouling...)

**15 Préserver les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité**

> IMPACT POSITIF

Politique environnementale et foncière..  
Partenariat ONF, SDIS...



**16** Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

**> IMPACT POSITIF**

Comités fonciers locaux et comités locaux de bassin  
Kit d'outillage de la participation citoyenne.

**17** Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

**> IMPACT POSITIF**

Nouvelles gouvernances ouvertes mises en place dans tous les domaines (ports, environnement, Agenda 2030...) et renforcement des partenariats universitaires  
Cousinades inter-réseaux «La Gironde s'invente».

# VP3 - Jeunesse, culture, sport et vie associative

Commissions :

5. Culture

6. Sport et vie associative

7. Jeunesse

## PRIORITÉS DE MANDAT

- Accentuer l'ancrage territorial des politiques Jeunesse, Culture, Sport, Vie associative
- Conforter l'accessibilité pour tous

## Responsabilité sociétale

### Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)



**P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours



**D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.



**C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.



**A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU  
DÉVELOPPEMENT DURABLE

AMBITION  
VICE-  
PRÉSIDENTE



**Cohésion sociale  
et territoriale**

Du lien social pour tous : mieux vivre ensemble



**Épanouissement de tous les êtres humains**

Rendre accessible à toutes et à tous les pratiques sportives, culturelles, citoyennes.  
Garantir en amont l'accès aux droits pour tous



**Lutte contre le changement climatique**

Encourager la construction des équipements publics à énergie positive



**Préservation de la biodiversité**

Intégrer les enjeux de paysage au sein du patrimoine et susciter des pratiques respectueuses de la santé et de l'environnement



**Production et consommation responsables**

Encourager les organisateurs de manifestations à s'orienter vers l'écoresponsabilité



**Gouvernance et participation citoyenne**

Associer l'ensemble des acteurs locaux et des publics dès le démarrage des projets



**Objectif du mandat : favoriser la parité Femmes-Hommes dans les clubs sportifs**

Appel à projets associatifs favorisant l'égalité d'accès et l'appropriation de l'espace public par les femmes (lancement juin 2019). Programme des «Rendez-vous des bénévoles associatifs» : 5 sessions sur les territoires (54% de femmes).

Accompagnement et participation à la commission Femmes et Sports du CDOS Gironde : prix femmes et sport, actions de sensibilisation dans les collèges et auprès des agents du service de l'animation et des pratiques sportives. Revalorisation financière des subventions aux clubs qui développent la pratique des femmes.

Prise en compte de l'égalité filles-garçons dans l'appel à projets collèges et dans les dispositifs d'animation départementaux : Festival des Toiles Citoyennes pour les établissements scolaires dans l'Entre deux Mers en février, 2 commissions dédiées du Conseil Départemental des Jeunes , un jour de formation pour des éducateurs de la prévention spécialisée et intégration de statistiques genrées dans les appels à projet.

Poursuivre les 2 commissions égalité filles-garçons dans le CDJ

Accentuer le travail de la prévention spécialisée sur l'occupation des espaces publics

Former tous les jeunes en service civique (128 jeunes Neet)

Bilan des projets lauréats de l'AAP associatif

Poursuite du travail avec les clubs sportifs et au niveau comités sportifs départementaux

- CAP33 : 53 % des utilisateurs représentent un public féminin
- Objectif Nage : 47% de filles
- 80 éducateurs de prévention spécialisée formés
- 37 jeunes mobilisés dans les commissions EFH du CDJ
- 54 projets financés pour 36 collèges (35 510 euros)

**Objectif du mandat : faciliter l'accès des jeunes à toutes les pratiques sportives, culturelles et citoyennes**

Soutien à la création d'associations portées par des jeunes, aide à l'emploi associatif, subvention aux associations de lutte contre les discriminations et en faveur de l'accès aux droits. Reconduction du programme des «Rendez-vous des bénévoles associatifs». Accompagnement des actions sport-handicap avec la médiatisation du label pour une pratique handi-valide, labélisation de nouveaux clubs. Programmes d'animations sportives travaillés avec les utilisateurs. Organisation en octobre 2019 d'une journée sur l'engagement des jeunes à Lormont.

Refonte du site internet des Archives départementales de la Gironde. Extension à titre expérimental des CAP33 aux pratiques artistiques. Poursuite des actions d'éducation artistique et culturelle et accompagnement des professionnels de la culture. Déploiement d'une équipe de conseillers en développement culturel sur les territoires.

Développement des actions d'appui à la vie associative : bénévolat, projets, manifestations...

Poursuite de la labélisation de nouveaux clubs déjà impliqués dans la démarche handi-valide

Développement des actions d'éducation artistique à destination de tous les publics (démarche culture et social)

- 548 bénévoles présents aux «rendez-vous bénévoles associatifs» en 2018, 316 associations, 57 sessions sur les territoires
- 120 clubs labélisés «handi-valide»
- 114 enfants dans l'orchestre DEMOS
- 45 000 jeunes sensibilisés à la culture

**Objectif du mandat : travailler sur les choix d'implantation pertinents**

Mise en œuvre du Schéma Départemental des Equipements Sportifs. Mise à jour du recensement des équipements sportifs. Implication des conseillers pour sensibiliser les porteurs de projets sur les questions énergétiques et sur le positionnement géographique des futurs équipements.

Mise en œuvre du Schéma Directeur Départemental des équipements aquatiques

Soutien aux travaux d'économie d'énergie sur les foyers polyvalents

Incitation des porteurs de projet (sport, culture, vie associative) pour des équipements plus performants

Poursuite de la mise en œuvre du Schéma Directeur Départemental des Pratiques Aquatiques

- 255 667 euros consacrés aux travaux d'efficacité énergétique des foyers polyvalents

**Objectif du mandat : promouvoir l'éducation à l'alimentation, à l'environnement et au développement durable dans tous les établissements**

Animation de la Commission Départementale des Espaces Sites et Itinéraires et mise en œuvre du Plan Départemental.

Déploiement de l'Appel à Projet Collège «A vos marques prév'santé»

Développement d'une programmation culturelle «La Nature fait son spectacle»

Favoriser la prise en compte de la biodiversité dans les projets étudiés au titre de la CDESI

Création d'un axe de développement Art/Nature

- 11 projets associatifs de sensibilisation à l'environnement soutenus (47 000 €)
- 8 projets sport-santé pour 10 780 €

**Objectif du mandat : rendre pérennes les actions engagées en faveur de l'écoresponsabilité des événements**

Sensibilisation des associations organisatrices et informations pratiques «Organiser des manifestations responsables et pauvres en déchet» sur le portail association.gironde.fr

Développement depuis plusieurs années de l'éco-responsabilité des festivals soutenus dans le cadre des Scènes d'été et incitation de l'ensemble des partenaires à s'engager.

Essaimage des bonnes pratiques avec l'ingénierie territoriale des conseillers départementaux sport et vie associative

- Zéro déchet sur les manifestations des Domaines Départementaux de Loisirs

**Objectif du mandat : systématiser la gouvernance partenariale et participative pour tous les dispositifs**

Le Département met en œuvre la refonte du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) en partenariat avec les EPCI pour aboutir à une gestion partagée du PDIPR.

Mise en place de comités locaux de coordination de prévention spécialisée sur les 17 communes de la Métropole avec la Métropole et les associations.

Animation du Groupe de Travail et journée départementale des Ecoles de Musique : événement annuel rassemblant l'ensemble des écoles de musique de Gironde.

Poursuivre de la co-construction avec les acteurs locaux.

Signature de nouvelles conventions de délégation avec les EPCI dans le cadre de la refonte du PDIPR

Comités locaux de coordination de la prévention spécialisée dans les territoires ruraux

- 12 EPCI ont intégré la démarche de refonte du PDIPR
- 2 nouveaux territoires pour l'aide à la prévention spécialisée
- 3 plateformes de repérage de jeunes NEET
- 23 réunions du groupe de travail Ecole de musique

# Quels impacts de la VP3 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

## 1 Éliminer l'extrême pauvreté

### > IMPACT POSITIF

Fonds d'Aide aux Jeunes, accompagnement à insertion sociale et professionnelle des jeunes, prévention spécialisée...

## 2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

### > IMPACT POSITIF

Sensibilisation à l'alimentation durable et à la santé dans le cadre de l'appel à projets collèges

## 3 Permettre à toutes et tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

### > IMPACT POSITIF

Accompagnement et promotion du bien-être de tous au cœur de la politique et développement d'une politique sport-santé

## 4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

### > IMPACT POSITIF

Dispositifs d'aide sociale et appels à projets  
Dispositifs d'accès à la culture pour tous  
Accueil de services civiques pour favoriser l'engagement citoyen

## 5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

### > IMPACT POSITIF

Intégration à la commission Femmes et Sports du CDOS Gironde, soutien aux associations, formation des éducateurs, commission égalité femmes hommes du CDJ, appel à projet collèges

## 6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

### > PAS D'IMPACT

## 7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

### > IMPACT POSITIF

Schéma départemental des équipements sportifs. Soutien à la performance énergétique dans la réhabilitation des équipements sportifs, culturels et associatifs

## 8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

### > IMPACT POSITIF

Insertion professionnelle des jeunes, accompagnement à la professionnalisation des acteurs associatifs.

## 9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et à tous et encourager l'innovation

### > PAS D'IMPACT

## 10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

### > IMPACT POSITIF

Favoriser l'insertion sociale des jeunes, assurer l'accès de tous au sport et à la culture

## 11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et à tous, sûrs, résilients et durables

### > IMPACT POSITIF

Favoriser l'implantation d'équipements sportifs et culturels accessibles à tous, sur tout le territoire

## 12 Établir des modes de production et de consommation durables

### > IMPACT POSITIF

Manifestations responsables et éco-socio-conditionnalités des subventions  
Gestion intégrée des domaines départementaux

## 13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

### > IMPACT FAIBLE

Exemplarité des manifestations responsables culturelles et sportives organisées par le Département, zéro déchet sur les manifestations des Domaines Départementaux de Loisirs + formation des bénévoles des comités sportifs à l'organisation de manifestations responsables [DTE]

## 14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

### > PAS D'IMPACT

## 15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

### > IMPACT INDIRECT

Plans de gestion des domaines départementaux

## 16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

### > IMPACT POSITIF

Accompagnement des jeunes  
Expérimentation d'un rapprochement entre une médiathèque et une maison de service au public

## 17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

### > IMPACT POSITIF

Dispositifs de concertation des partenaires, des acteurs associatifs, des jeunes reconduits chaque année



# VP4 - Attractivité territoriale, initiative économique locale et tourisme

Commissions :

8. Politique et économie touristiques

9. Agriculture, mer et forêt

10. Développement économique


## PRIORITÉS DE MANDAT


- Accentuer l'ancrage territorial des politiques
- Assurer des conditions favorables à la création et au maintien d'activités
- Affirmer les pôles de centralité, l'accessibilité aux services et les nouvelles ruralités


## Responsabilité sociétale


### Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

 **P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours

 **D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

 **C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.

 **A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU  
DÉVELOPPEMENT DURABLE

AMBITION  
VICE-  
PRÉSIDENTE

### Cohésion sociale et territoriale

Développer les emplois locaux et la juste répartition des activités sur le territoire

### Épanouissement de tous les êtres humains

Faciliter l'accès de tous à une activité par des actions d'insertion et d'inclusion

### Lutte contre le changement climatique

Encourager et soutenir une économie décarbonnée et adaptée au changement climatique

### Préservation de la biodiversité

Accompagner les acteurs aux pratiques respectueuses de la santé et de l'environnement

### Production et consommation responsables

Encourager le développement du bio et des circuits courts

### Gouvernance et participation citoyenne

Mobiliser l'ensemble des acteurs pour renforcer l'accessibilité des services sur le territoire

## FAIT EN 2019

## PREVU POUR 2020

## REPÈRES

### Objectif du mandat : favoriser l'accès des TPE/PME et des structures de l'économie sociale et solidaire, à la commande publique départementale

2<sup>ème</sup> Appel à Initiatives «innovation sociale» axé autour de l'accessibilité des services (10 lauréats). Poursuite de l'accompagnement des projets socialement innovants (50 000 euros)

Signature de la charte Fournisseurs responsables, interventions sur les territoires afin de démystifier la commande publique et lever les barrières que les entreprises peuvent rencontrer, rendez-vous avec les Fédérations et chambres consulaires, participation en tant que parrain officiel au Salon des Achat[s] 2019

Vote au BS de la Charte de fonctionnement « Relation fournisseur - sous traitant - Conseil départemental »

Poursuite de l'accompagnement des dynamiques de coopération/ expérimentation autour des monnaies locales/euro temporisé

Nommer un chef de projet et mettre en œuvre le Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables

- 60% des TPE/PME girondines ont été attributaires de marchés
- 80% de la commande départementale accessible aux TPE/PME locales

### Objectif du mandat : élargir le champs des achats avec clauses sociales

Dans le cadre de la politique d'insertion : marchés avec clause sociale sur assistance à maîtrise d'ouvrage, sur marché d'études, sur marché enlèvements d'encombrants, sur marché d'insertion et marchés réservés

Renforcement du dispositif Rebond 33 : 223 projets de parcours à l'emploi soutenus depuis 2017. Engagement total de 624 000 euros. Effets constatés : 95% des projets sont concrétisés et pérennisés à n+1

2 marchés clausés minimum avec des entreprises privées

Poursuite de Rebond33 dans le cadre de la politique sociale du Département

- 16% d'allocataires du RSA dans le dispositif Rebond33

### Objectif du mandat : diminuer l'empreinte carbone du Département

Déploiement du COT EnR thermiques (Contrat d'Objectif Territorial remporté par le CD33), travaux d'isolation COCON33, lancement du BEGES (sur les données 2017) avec amélioration de la démarche, mobilisation importante des fournisseurs pour la prise en compte de la comptabilisation carbone

Soutien au projet de méthanisation à Brannens

Proposer une stratégie neutralité carbone à 2050 avec des objectifs intermédiaires

- Plus de 60 projets d'EnR thermiques sur le territoire girondin en 3 ans
- 61 collectivités maîtres d'ouvrage pour COCON33

### Objectif du mandat : favoriser l'agriculture biologique

28 dossiers pour un montant de 33000€ pour les pratiques durables (plantation de haie, agroforesterie...)

Déploiement du dispositif zéro herbicide auprès des viticulteurs

Poursuite de l'exposition itinérante «zéro herbicide» dans 26 communes de Gironde

Développement du dispositif Zero herbicide avec croissance attendue du nombre de dossiers

- 43 viticulteurs accompagnés sur leurs démarches Bio avec la conversion «zéro herbicide» pour un montant de 120 000 euros

### Objectif du mandat : accompagner le développement du bio et des circuits courts

Création d'une délégation politique dédiée et votre d'une Stratégie de Coresponsabilité Alimentaire

Poursuite et développement du travail engagé sur les collèges, renforcement des liens avec les producteurs locaux

Poursuite et renforcement du plan d'actions circuits courts

Programme «Mangeons bien, mangeons girondin» pour tendre vers 50% d'approvisionnement des collèges en produit bio et/ ou de qualité d'ici 2024

Révision du marché de fournitures de denrées alimentaires du CDEF lots ( Viandes, légumes et épicerie BIO)

- Nombre de collèges avec 20% de bio :  
- 12 labellisés  
- 8 (avant fin 2019)

### Objectif du mandat : élaboration et mise en œuvre du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP)

Objectif atteint, adoption du SDAPS et poursuite du travail de coordination avec les acteurs locaux

Élaboration d'une convention avec la MSP de Bourg (Département/com-mune/professionnels de santé) pour renforcer l'offre de services en lien avec les compétences médico-sociales du Département et ainsi répondre aux carences

Perspective de conventionnement expérimental avec la MSAP de St André dans le cadre d'un travail avec le Département notamment le PTS

Inauguration de la MSAP de Castillon intégrant l'antenne MDSI de Ste Foy

Poursuite du soutien aux territoires en carence sur la santé et l'accès aux services publics (projets sur Pays Foyen, Sud Gironde)

Accompagner les projets d'amélioration de l'accessibilité dans une optique d'adaptabilité

- 24 Maisons de Service au Public (MSAP)
- 16 Maisons de santé Pluridisciplinaires (MSP)
- 1 centre de santé
- 1 pôle de santé

# Quels impacts de la VP4 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

**1 Éliminer l'extrême pauvreté**

> **IMPACT POSITIF**

Développement des emplois locaux et du dispositif Rebond 33

**2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable**

> **IMPACT POSITIF**

Soutien et promotion de l'agriculture durable et des circuits courts

**3 Permettre à toutes et tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge**

> **IMPACT POSITIF**

Mise en œuvre d'actions de communication en matière de santé environnementale (expo sur les pesticides), soutien à l'agriculture biologique, dispositif zéro herbicide Promotion des Maisons de santé pluridisciplinaires dans le cadre de l'amélioration de l'accessibilité aux services pour le public

**4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie**

> **IMPACT FAIBLE**

Accompagnement technique pour le retour à l'emploi au travers de Rebond 33

**5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles**

> **PAS D'IMPACT**

**6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau**

> **IMPACT INDIRECT**

Dispositif «zéro herbicide»

**7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable**

> **IMPACT FORT**

Soutien aux pratiques agricoles durables et à la valorisation énergétique de la biomasse et à la méthanisation

**8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous**

> **IMPACT POSITIF**

Développement des emplois locaux, soutien à l'ESS, dispositif Rebond 33 (public RSA, - de 26ans notamment)... 80% de la commande publique départementale accessible aux TPE et PME locales  
Contrats de Ville d'Equilibre.

**9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et à tous et encourager l'innovation**

> **IMPACT FAIBLE**

Soutien à l'expérimentation d'un méthaniseur à Brannens

**10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre**

> **IMPACT FAIBLE**

Actions d'amélioration de l'égalité d'accès aux services, sur tous les territoires, pour toutes les Girondines et tous les Girondins.

**11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et à tous, sûrs, résilients et durables**

> **IMPACT POSITIF**

Favoriser l'accès de tous aux services publics  
Soutien au maraîchage et aux circuits courts

**12 Etablir des modes de production et de consommation durables**

> **IMPACT POSITIF**

Soutien aux circuits courts, du bio et aux dynamiques d'ESS

**13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions**

> **IMPACT FAIBLE**

Soutien à la création et à l'entretien de haies bocagères, avec valorisation énergétique des déchets d'entretien  
Soutien aux chaudières bois et à la méthanisation

**14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable**

> **IMPACT POSITIF**

Bassin d'Arcachon : dragage, gestion des déchets...

**15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité**

> **IMPACT POSITIF**

Dispositif «0 herbicide» - soutien agri-viti

**16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous**

> **IMPACT POSITIF**

Rendre le service public accessible à toutes et à tous : élaboration du Schéma d'Accessibilité aux Services

**17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs**

> **IMPACT POSITIF**

Animation d'une concertation pour l'élaboration du Schéma d'Accessibilité aux Services CTEC

Lancement des chantiers alimentation dans le cadre des pactes territoriaux



# VP5 - Habitat, logement, développement social, précarité et modes d'accueil

Commissions :

11. Développement social et modes d'accueil

12. Habitat et logement


## PRIORITÉS DE MANDAT


- Adapter nos politiques aux spécificités territoriales et contribuer à l'émergence locale du pouvoir d'agir
- Promouvoir l'innovation publique en favorisant les expérimentations et en diversifiant l'offre


## Responsabilité sociétale


### Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

 **P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours

 **D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

 **C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.

 **A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU  
DÉVELOPPEMENT DURABLE

AMBITION  
VICE-  
PRÉSIDENTE

## ● Cohésion sociale et territoriale

Prévenir les vulnérabilités et renforcer le lien social

Permettre à chaque parent de trouver un mode d'accueil accessible

## ● Épanouissement de tous les êtres humains

Veiller à l'accès pour toutes et tous à un logement digne et aux conditions d'un mieux vivre ensemble

## ◐ Lutte contre le changement climatique

Soutenir la construction et la réhabilitation à haute performance énergétique des logements

## ◐ Production et consommation responsables

Garantir l'accès à une alimentation saine et équilibrée pour tous

## ◐ Gouvernance et participation citoyenne

Généraliser la co-construction des solutions avec les parties concernées



**Objectif du mandat : mettre en place une politique de développement social dynamique et innovante**

-1er axe « accompagnement à l'évolution des pratiques professionnelles », formation et soutien aux professionnels sur le développement du pouvoir d'agir et l'intervention collective, expérimentation des conférences familiales, réalisation de mobilités européennes de formation aux conférences dans le cadre d'un projet Erasmus et colloque dédié

- 2<sup>ème</sup> axe « développement d'une culture partagée sur le développement social », identification et association des partenaires, démarrage d'une stratégie départementale de développement social

- 3<sup>ème</sup> axe, renouvellement de l'appel à projet développement social et du soutien aux acteurs associatifs et du développement social en territoire

Finalisation de la stratégie de développement social ; et mise en place d'ateliers participatifs

- 49 centres sociaux ; 26 espaces de vie sociale soutenus ; 37 épiceries sociales et solidaires.
- 330 projets locaux de développement social soutenus
- 82 acteurs soutenus pour l'accès aux droits et l'égalité des chances

**Objectif du mandat : favoriser le développement de modes d'accueil accessibles**

Diffusion d'une newsletter trimestrielle aux assistantes maternelles ; mise en œuvre d'une réunion d'informations sur le projet d'accueil en MAM et d'un accompagnement pour les assistantes maternelles qui ont un projet d'ouverture  
Réalisation de 2 journées sur la qualité de l'accueil du jeune enfant en avril 2019

Déploiement sur chaque pôle territorial de solidarité (PTS) de réunions en soirée auprès des assistants maternels. Échanges sur la qualité d'accueil entre professionnels de PMI et petite enfance sur chaque PTS. Préparation du déploiement sur chaque pôle d'une formation conjointe sur la qualité d'accueil avec des professionnels petite enfance et PMI

Réalisation d'une charte sur la qualité de l'accueil du jeune enfant. Déploiement d'une valise ludique et culturelle auprès des assistants maternels pour favoriser l'éveil culturel des jeunes enfants

Évolution du règlement d'intervention départemental pour améliorer l'accessibilité des enfants des parents en plus grande difficulté

- 10 300 AssMat agréées
- 396 établissements d'accueil du jeune enfant soutenus : 8900 places
- 250 MAM pour 2 430 places
- +19% de MAM et +20% de micro-crèches entre fin 2017 et fin 2018

**Objectif du mandat : diminuer significativement les situations de mal-logement en Gironde**

Travail engagé avec le Pôle Autonomie sur l'Habitat Inclusif : premier dossier avec Domofrance à Marcheprime. Deux maisons Habitat Inclusif : cérébro lésés et personnes âgées ESAT. Lauréat du Défi national « Cartes Blanches » (DITP) attente du jury sur le défi LOG'ET MOI. Engagement d'opération pour les familles monoparentales avec Fraveillance ouverture de la première maison à Floirac en aout 2019. Préparation pour le BP 2020 d'un règlement d'intervention commun pour les aides SLIME (précarité énergétique)

Ouverture en novembre 2018 du DAMP (dispositif accueil Multi Publics) Lesparre avec Gironde Habitat et le PRADO - 36 places

Engagement de la mission Enseignement Supérieur et Recherche en 2019. Rapport préparatoire passé au BP 2019. Un volet « vie étudiante »

Signature le 30/09/2019 de la charte de coopération entre Offices Publics de l'Habitat, OPH, 33-24-40-47

Mise en place de la plateforme territoriale d'accompagnement AMI Logement d'abord

Lancement des opérations parc privé LOUER CLE EN MAIN

Diversification des modes d'habiter (habitat participatif, collocation, multi-public...)

Adapter le règlement d'intervention (RI) pour répondre aux besoins des plus fragiles, notamment sur le parc privé

Mise en route de la coopération entre OPH

- 127 dossiers engagés pour l'adaptation à l'autonomie, 25 pour la lutte contre l'habitat indigne, 356 pour la lutte contre la précarité énergétique
- 406 propriétaires occupants et bailleurs ont bénéficié de la prime habiter mieux. (Chiffre 2018)
- 150 acteurs AMI logement d'abord présents sur les JGH AMI LD

**Objectif du mandat : réduire les charges liées au logement en utilisant au maximum les énergies renouvelables**

Déploiement du SLIME CD33 sur 1 nouveau territoire (Haute Gironde) avec un objectif de 440 ménages repérés et accompagnés en 2019

Déploiement du SLIME CD33 sur la totalité du territoire girondin hors Métropole (la Métropole animant son propre SLIME) avec un objectif de 800 ménages repérés et accompagnés par an

- 440 ménages girondins bénéficiaires du SLIME 33
- 49 logements sociaux accèdent gratuitement à l'énergie via QRad

**Objectif du mandat : développer des épiceries sociales et solidaires sur toute la Gironde avec un développement ciblé avec les circuits courts et l'itinérance**

Développement du réseau des EPSS de la Gironde avec un apport théorique et méthodologique de Active 71 sur la question de l'approvisionnement. Poursuite du Chantier pour la capacité alimentaire en Gironde (Politiques publiques transversales). Des ateliers thématiques autour du bénévolat, accueil et accompagnement social des publics accueillis, santé/bien être etc...

Consolidation des modèles économiques des EPSS en recherchant des niveaux d'appui par des acteurs de l'ESS (Aquitaine active - Active 71 - DLA) avec renforcement du partenariat avec la Région (Cf: convention Juin 2018)

Lancement d'un projet d'étude pour valoriser la capacité d'initiative des acteurs tout en récapitulant les modalités de la co-construction incarnant l'innovation institutionnelle

Accompagnement soutenu des EPSS. Travail sur la place des jeunes au sein des EPSS. Participation active au projet d'articulation EPSS33/monnaie locale « la MIEL » (monnaie locale d'intérêt Economique local). Cartographie des initiatives EPSS sur le territoire. Travail et réflexion sur les modalités d'approvisionnement en circuits courts dans le cadre de la stratégie de coresponsabilité alimentaire .

- 37 épiceries sociales et solidaires suivies
- 15 projets d'épicerie sociales et solidaires accompagnées
- 15 initiatives de jardins «solidaires» (alimentaires, coopératifs, partagés, insertion)
- 4 projets innovants soutenus

**Objectif du mandat : généraliser les OPAH sur l'ensemble du territoire girondin ainsi que les instances de démocratie participative.**

OPAH : Haute Gironde, Cœur de ville CALI et RU ORI Coutras, CDC Creonnais, Castillon Pujols Foyen, SIPHEM, RU LA Réole, Grand Saint Emilionnais, Sud Gironde avec RU Langon, Saint Macaire et Villandraut

Fin de l'OPAH Cadillac reprise des réflexions à l'échelle de la CDC Convergence Garonne et le PIG PST du CD33

Études en voie de sortie OPAH Médoc Cœur de presqu'île, CDC MEDULIENNE, COBAS avec portage SYBARVAL

Signature du marché PIG PST d en 2019, OPAH COBAS, Médullienne, et Cœur de Presqu'île avant la fin 2019 sur le programme d'actions. Suivi opération Cœur de Ville avec Libourne.

Travail avec l'Etat sur le développement des ORT en Gironde

- Un engagement à construire, un Conseil Local de Développement social avec l'Université Michel de Montaigne
- Cadre de la Mission Enseignement supérieur et Recherche

# Quels impacts de la VP5 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

## 1 Éliminer l'extrême pauvreté

### > IMPACT POSITIF

Lutte contre la précarité énergétique, pour l'accès aux besoins essentiels (logement, alimentation...) et le lien social.

Appel à manifestation d'intérêt (AMI)  
Logement d'abord

## 2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

### > IMPACT POSITIF

Développement du réseau des épiceries sociales et solidaires en cohérence avec la stratégie de coresponsabilité alimentaire de Gironde : circuits courts et produits bio.

Actions collectives et soutien à l'autoproduction accompagnée (jardins partagés...)

## 3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

### > IMPACT POSITIF

Développement des liens sociaux et d'une alimentation saine

Travail collectif autour d'une charte de la qualité de l'accueil du jeune enfant

Lutte contre l'habitat indigne

## 4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

### > IMPACT POSITIF

Renforcer l'accès des modes d'accueil pour les enfants de milieux défavorisés pour privilégier les apprentissages dès le plus jeune âge via les modes d'accueil

Poursuivre la formation des professionnels

## 5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

### > IMPACT POSITIF

Soutien et développement des implantations locales des associations de femmes. Ouverture au monde et renforcement du lien social

## 6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

### > IMPACT FAIBLE

Conseils et accompagnement aux économies d'eau pour maintenir la ressource et réduire les factures

## 7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

### > IMPACT POSITIF

Lutte contre la précarité énergétique (Délégation Transition énergétique et précarité énergétique et FSL), axe prioritaire de l'engagement du Département labellisé TEPCV. Récupération de la chaleur des serveurs informatiques sur des « radiateurs » individuels, les Qrad installés dans des résidences et sur le patrimoine départemental. - SLIME33

## 8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

### > IMPACT POSITIF

Remobilisation et mise en capacité des personnes via les lieux de développement social et le soutien aux associations

## 9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

### > IMPACT POSITIF

Journées Girondines de l'Habitat, Plan départemental de l'habitat, Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées

## 10 Expérimentation QRad : les usagers du PTS et 49 logements sociaux accèdent gratuitement à l'énergie et à une connexion internet (utilisation de l'énergie fatale des ordinateurs). Bilan prévu en 2020

### > IMPACT POSITIF

Favoriser la mixité sociale et le logement pour tous  
Echanges Erasmus +, conférences familiales - Inspirations d'Europe et du monde et partages d'expériences dans le cadre des Journées Girondines de l'Habitat

## 11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

### > IMPACT POSITIF

Favoriser un aménagement équilibré et des logements triplement accessibles.

## 12 Établir des modes de production et de consommation durables

### > IMPACT POSITIF

Ateliers de cuisine, de réparations...  
Expérimentation en cours sur les circuits courts de matériaux locaux de construction dans l'opération d'habitat participatif fabriKatoit (Gironde Habitat à La Réole)

## 13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

### > IMPACT FAIBLE

Exigence de maintien et de développement des espaces verts pour le logement social (adaptation, lutte contre les îlots de chaleur)

## 14 Récupération des matériaux et utilisation de matériaux bio-sourcés pour l'habitat (Gironde Habitat, compagnons bâtisseurs). Amélioration de l'efficacité énergétique des logements

### > PAS D'IMPACT



**15** Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

**> IMPACT FAIBLE**

Lutte contre l'étalement urbain et critères de limitation de la consommation foncière dans l'implantation des équipements et des logements  
Développement d'espaces verts naturels de qualité

**16** Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

**> IMPACT POSITIF**

Développement territorial d'espaces de médiations et d'accès aux droits  
Actions pour renforcer l'information et l'accès aux services publics  
Lutte contre le non recours aux droits

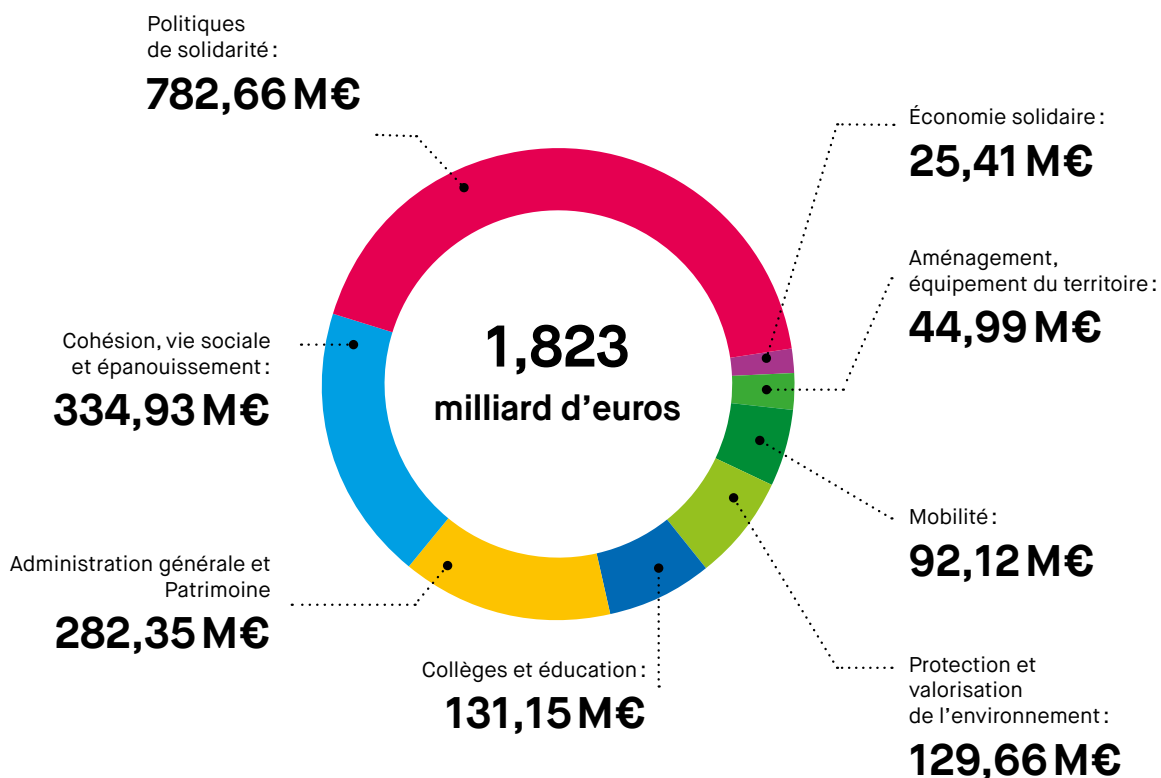
**17** Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

**> IMPACT POSITIF**

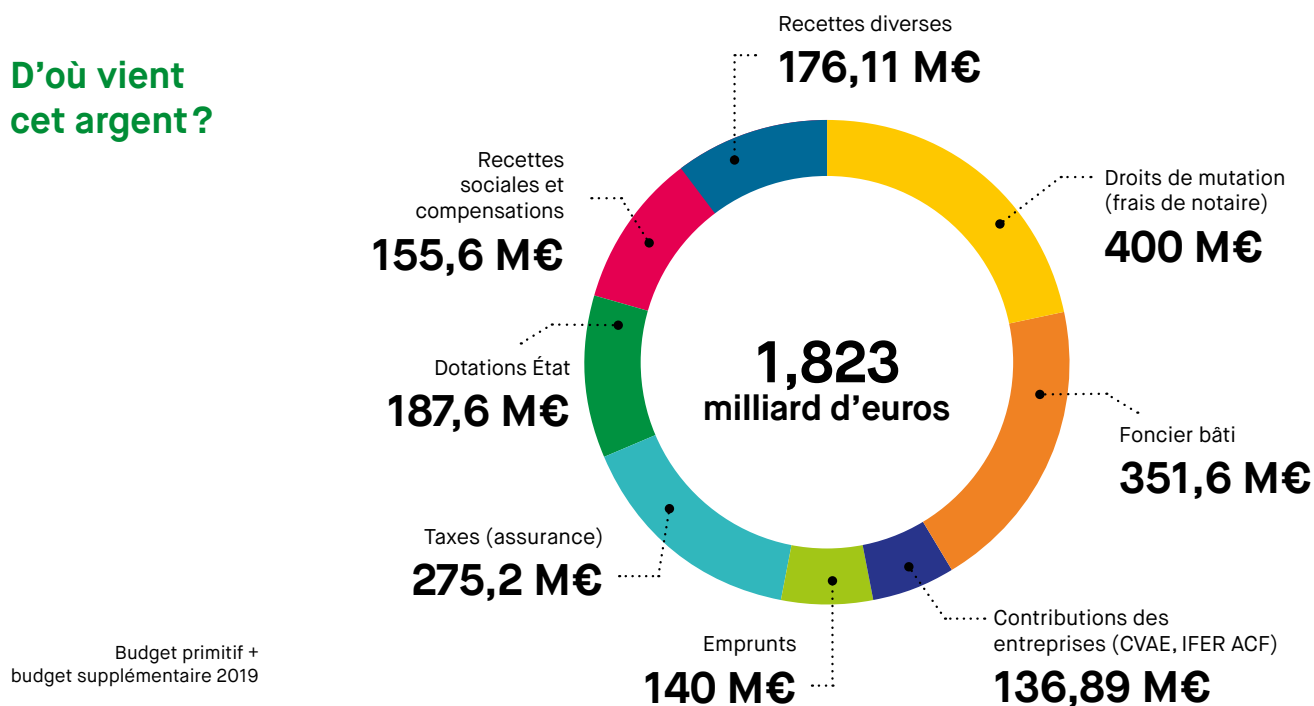
Développement des conseils locaux de développement social en associant l'ensemble des parties prenantes : élus, professionnels et les habitants  
Renforcement de la transversalité et amorce d'une stratégie départementale de développement social

# VP6 - Finances et fonds européens

## Budget 2019



## D'où vient cet argent ?



## Pour 100 € dépensés

Solidarités individuelles:

**74,20 €**

Services collectifs (transports, associations, pompiers):

**13,60 €**

Investissements (collèges, numérique, routes, aides aux communes):

**12,20 €**

Source Département : données Compte administratif 2018 hors politique Administration et patrimoine



## Gouvernance et Participation citoyenne

L'action du Département de la Gironde en faveur de la mise à disposition de ses données publiques s'enrichit d'une réalisation à la fois modeste par la forme graphique simple et accessible et inédite par le niveau de transparence et de pédagogie en matière de données financières. Elle constitue une réalisation concrète en matière de capacité à rendre compte de l'action de la collectivité au travers de la mise à disposition des données du compte administratif concluant l'exercice budgétaire annuel. L'exploration du budget est accessible ici : [www.gironde.fr/un-budget-au-service-des-solidarites-humaine-et-territoriale](http://www.gironde.fr/un-budget-au-service-des-solidarites-humaine-et-territoriale)

Elle se veut exemplaire par le travail collaboratif mené pour dépasser la simple mise en conformité avec la réglementation en matière de publication de données administratives, confortée par la Loi pour une République numérique. Réalisée avec la contrainte de respecter le cadre budgétaire particulier du Département de la Gironde mais basée sur le cadre comptable normalisé de la M52, le code open source peut être réutilisé par l'ensemble des départements. Sa mise à jour sera assurée exclusivement avec les moyens internes de la collectivité.

Près de **1/10** personne accompagnée par le Département

L'open data et la transparence contribuent à l'ODD :



Zoom sur la taxe d'aménagement : **16,4 millions d'euros en 2019**

Conseil en architecture, urbanisme, environnement CAUE 14,8% du total de TA

**Direction de l'environnement**  
**60%**

Acquisition, aménagement et gestion des ENS, animation, sensibilisation, mise en œuvre du plan d'actions paysage, ingénierie interne et externe

**Direction sports loisirs et vie associative**  
**14%**

Aménagement des sentiers figurant au PDIPR, financement des équipements de loisirs rentrant dans le PDESI

**Direction des ressources humaines**  
**9%**

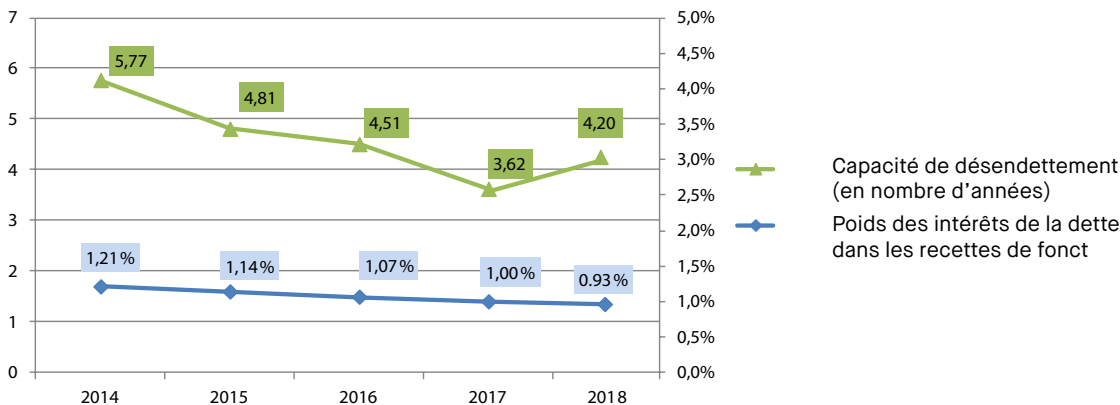
Frais de personnel au titre de l'entretien des ENS

**Direction de la valorisation des ressources et des territoires**  
**3%**

Financement de syndicats au titre de la protection des milieux aquatiques

TA 2017 : 16,2 M€ dont :  
2,4 M€ pour le CAUE  
13,8 M€ pour le Département se répartissant ainsi, en % de la part départementale

Zoom sur la maîtrise de la dette



Les affectations de la taxe d'aménagement contribuent aux ODD :



La maîtrise de la dette contribue à des institutions efficaces



# En Gironde, quels impacts des fonds européens et de la coopération sur les 17 ODD ?

## 1 Éliminer l'extrême pauvreté

### > IMPACT POSITIF

Trouver des solutions alternatives au placement d'enfants (Projet de coopération ERASMUS+ FGC) en lien VP5 - Lutter contre la pauvreté par le montage de projets financés par le Fonds Social Européen dédié à cet objectif - Permettre aux publics en situation de pauvreté d'accéder à l'emploi local par le dispositif D2C Gironde (FSE, IEJ et Département) - Permettre aux publics en situation de pauvreté d'acquérir les compétences de base indispensables (apprentissage de la langue, mobilité, ...) par le dispositif levée des freins sociaux.- Repérage et accompagnement des jeunes ni en emploi, ni en formation et ni en études par le déploiement de 3 plateformes territorialisées (Médoc, Sud Gironde et Libournais) ( FSE, IEJ et Département)

## 2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

### > PAS D'IMPACT

## 3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

### > PAS D'IMPACT

## 4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

### >IMPACT POSITIF

Former les agents de la collectivité : sur l'Europe, à des nouvelles méthodes de travail (projet de coopération ERASMUS + FGC) en lien VP5. Contribuer à la citoyenneté européenne par la sensibilisation des agents (cafés européens, newsletter), des professionnels, du grand public (village de l'Europe) et des collégiens (CCE, fête des collégiens, CDJ) aux actions de l'Europe en lien VP3. Permettre aux publics en situation de pauvreté d'acquérir les compétences de base indispensables (apprentissage de la langue, mobilité...) par le dispositif levée des freins sociaux

## 5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

### >IMPACT POSITIF

Augmenter les moyens pour un plan d'actions ambitieux départemental pluriannuel pour l'égalité professionnelle femme et homme à destination de l'interne et de l'externe avec le soutien du Fonds Social Européen

## 6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

### >PAS D'IMPACT

## 7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

### > PAS D'IMPACT

## 8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

### > IMPACT POSITIF

Promotion des emplois de qualité (CDI, formation en emploi, accessibles aux moins qualifiés) et locaux par le dispositif D2C Gironde (FSE, IEJ et Département)

## 9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

### > PAS D'IMPACT

## 10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

### > IMPACT POSITIF

Lutter contre la pauvreté par le montage de projets financés par le Fonds Social Européen dédié à cet objectif

## 11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

### > IMPACT INDIRECT

Accompagner les porteurs de projets girondins (associations et collectivités) dans la mobilisation de fonds européens pour développer leurs projets d'aménagements sur les territoires. Une attention particulière est portée aux territoires en déprise - lien VP1 et VP4

## 12 Établir des modes de production et de consommation durables

### > PAS D'IMPACT

## 13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

### > IMPACT FAIBLE

Indirect : prise en compte de cette priorité de manière transversale dans les projets financés par le FSE (réduction des déplacements systématiquement recherchée) -former des jeunes en tant que sapeurs pompiers volontaires à Nis en Serbie et à Pellegrue en Gironde (Erasmus + clé 2)

## 14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

### > IMPACT POSITIF

Construire des récifs artificiels dans le Sine Saloum au Sénégal afin de protéger les espèces marines, assurer un repeuplement, éduquer les pêcheurs à cette protection dans les aires marines protégées - lien avec la VP8

## 15 Préserver les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

### > PAS D'IMPACT



**16** Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

**> IMPACT POSITIF**

Développement de l'accès au droit par la mise en place d'accompagnements renforcés et individualisés à destination des plus démunis (FSE et FSE/IEJ) jeunes et adultes - Envoyer des collégiens musiciens de jazz au Nisville, plus grand festival de jazz des Balkans afin de favoriser des rencontres entre musiciens de tous les continents et établir un dialogue pacifiste via la musique en lien avec la VP12

**17** Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

**> IMPACT POSITIF**

Travailler en réseaux au niveau européen (Open Days - AFCCRE) ,au niveau national (ADF) et au niveau régional (Région Nouvelle- Aquitaine, réseau des 12 Départements néo-aquitains) pour une meilleure prise en compte des problématiques des territoires girondins dans les politiques européennes ; lien VP9 - Représenter les intérêts de la Gironde dans la mise en œuvre de la programmation européenne régionale -Contribuer activement à la concertation régionale sur la programmation européenne 2021-2027 - Identifier des bonnes pratiques européennes pour améliorer les actions girondines - Mise en œuvre

d'objectifs partagés de lutte contre la pauvreté avec les directions du Département, l'Etat, les partenaires de l'Emploi et de l'Insertion et la Commission Européenne

# VP7 - Autonomie, handicap et politique de l'âge

Commissions :

- 14. Politique du handicap et de l'inclusion
- 15. Politique de l'âge





## PRIORITÉS DE MANDAT

- Adapter nos politiques aux spécificités des publics
- Conforter et améliorer le service rendu avec la mise en place du Pôle Solidarité Autonomie
- Refonder la politique d'aide à domicile au regard de la Loi sur l'Adaptation de la société au vieillissement

## Responsabilité sociétale

### Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

-  **P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours
-  **D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
-  **C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
-  **A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU  
DÉVELOPPEMENT DURABLE

AMBITION  
VICE-  
PRÉSIDENTE

### Cohésion sociale et territoriale

Renforcer les liens entre les territoires et les acteurs pour veiller à la continuité d'un service d'accueil et d'écoute

### Épanouissement de tous les êtres humains

Garantir l'accès pour toutes et tous à un libre choix de ses parcours de vie

### Lutte contre le changement climatique

Anticiper les impacts du changement climatique sur les publics les plus vulnérables

### Préservation de la biodiversité

Intégrer les enjeux santé-environnement dans les plans et schémas du Département

### Participation citoyenne

Replacer l'usager en tant qu'acteur de son parcours de vie et de sa prise en charge

### Gouvernance

Généraliser la concertation et la co-construction des projets avec les personnes concernées



**Objectif du mandat : décentraliser l'action sociale au sein des territoires et entre les territoires**

9 ateliers 100 % inclusif dans les conseils de territoires d'octobre et novembre. Temps de rencontre sur chaque pôle territorial de solidarité avec tous les acteurs œuvrant dans la prévention de perte d'autonomie

Vote du schéma du Vivre à domicile 2019-2021 le 24 juin 2019 par l'assemblée plénière du département avec 4 priorités : 1) Droit pour tous à un accompagnement de qualité ; 2) Une offre lisible et adaptée ; 3) les métiers de l'aide à domicile pour renforcer la qualité de l'environnement humain ; 4) innovation et l'expérimentation

Mise en place CLIC internalisé sur le PTS du Médoc fin 2019

Augmentation de l'activité de la Plateforme Accueil Autonomie et organisation des accueils sur les pôles territoriaux de solidarité.

Développement outil Via Trajectoire Formation des agents d'accueil.

Élaboration d'un guide pour les personnes handicapées propres à chaque territoire. Actualisation du Guide personnes âgées. Finalisation de tutoriels APA, AAH et fonctionnement EPE fin 2019

Perfectionnement Formation des agents d'accueil PA/PH sur les territoires

Mise en place CLIC internalisé sur PTS Bassin et Libournais

Développement Plateforme «Conférence des Financeurs» (information du public sur les actions locales de prévention)

Développement Plateforme «Aide à domicile»

Dématérialisation (prestations PH/MDPH et aide sociale)

Refonte site internet MDPH Plateforme d'aide aux aidants

Au 31 déc. 2017 :

- 36099 bénéficiaires de l'Allocation pour les Personnes Agées (APA), dont 21 865 bénéficiaires APA domicile et 14 234 au titre de l'APA établissement (bénéficiaires ayant des droits ouverts au 31/12/2018)
- 8 544 bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) ayant un droit ouvert
- 100 agents formés à l'accueil PA/PH

**Objectif du mandat : permettre au Pôle Solidarité et Autonomie d'être identifié et efficace**

Réponse à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) national Territoire 100 % inclusif le 31 mars 2019

Co-élaboration de la feuille de route Territoire le 29 mai 2019

Lancement Appels à projets pour création de 400 nouvelles places en Résidence Autonomie

Simplification et modification du règlement départemental d'action sociale (RDAS)

Dans le cadre de la Mission Structuration du dispositif d'aide aux aidants PA/PH réalisation du diagnostic Aide Aux aidants, Proposition feuille de route pour 2020

Mise en œuvre du Nouveau formulaire de demande de prestation MDPH et Système d'information harmonisé (SIH) - Poursuite de la simplification des procédures et des écrits administratifs avec les usagers

Mise en œuvre Plan départemental Habitat inclusif  
Mise en place des orientations du schéma de l'aide à domicile CPOM ressource...

Mise en place de la feuille de route du « Schéma de structuration Aide aux Aidants PA/PH » dans une approche territorialisée : 3 axes

Information, communication

Coordination des acteurs

Maillage des réponses sur les territoires

- 100 % TERRITOIRE INCLUSIF : 250 participants (pers. handicapées, aidants, associations et institutions) aux 2 journées de travail - en février et mars 2019 - pour bâtir la feuille de route

- 200 professionnels du médico-social, sanitaire et associatifs réunis sur 2 jours pour bâtir les outils de la réponse accompagnée en Gironde

**Objectif du mandat : adapter les logements et établissements au changement climatique - Informer les publics des dispositifs en place pour lutter contre le changement climatique (ex : canicule)**

Mise en place du Plan Canicule et des procédures d'intervention au niveau du département pour les publics PA/PH avec également recensement des EHPAD en capacité d'accueillir des personnes de leur territoire en journée sur les épisodes de canicule (fait semaine 26), courrier à tous les Services d'aide à domicile (SAAD)....

Améliorer l'information en la déployant au plus près des acteurs locaux

Réflexion de prévention et d'anticipation dans le cadre de la stratégie de résilience girondine

- 89 personnes âgées accompagnées.

**Objectif du mandat : étendre le domaine de formation des professionnels et des usagers**

Participation aux travaux d'élaboration du schéma régional de la Formation et des Métiers piloté par le CR Nouvelle Aquitaine - Participation aux travaux des Contrats Locaux de Santé (CLS) sur les territoires - Signature du CLS Bordeaux Métropole et du CLS Sud Gironde - Convention de modernisation des D.A.C.

Démarche qualité de vie au travail : intégration de la mallette de sensibilisation Santé environnementale

Poursuite de la contribution au CLS

- Département engagé dans 6 Contrats Locaux de Santé et dans 2 conventions avec la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

**Objectif du mandat : favoriser la participation des usagers aux conseils sociaux de territoires pour faire part de leurs besoins et comprendre les réponses apportées**

Membres du CDCA de plus en plus associés dans la mise en œuvre des travaux et réflexions engagées par le Département - Élaboration et validation en séance du 28 juin 2019 du rapport d'activité 2017 et 2018 du CDCA

Ateliers usagers : habitat inclusif, guide pour les personnes handicapées, simplification des écrits

Poursuite du travail mené par le CDCA et leur participation de plus en plus active aux travaux conduits par le Département

Poursuite des ateliers usagers

- 3 séances plénières en 2019, 171 membres

**Objectif du mandat : généraliser les Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens**

Poursuite dans le cadre des CPOM de l'évolution et de la transformation de l'offre des établissements et services pour les PH. 3 conventions de partenariat sur l'hébergement d'urgence en EHPAD. Vote du schéma Vivre à domicile en juin 2019 expérimentation de nouveaux modes de financement, la contractualisation d'un CPOM territorial en Sud Gironde et expérimentation d'un CPOM départemental Ressources sur des spécificités (autisme, handicap psy, etc.).

Association des membres du CDCA aux travaux départementaux

Mettre en œuvre les actions du schéma du Vivre à domicile sur la durée du schéma 2019-2021

Rédaction du plan départemental de l'habitat inclusif et présentation au vote fin 2019

Poursuite de la démarche de co-construction et de contractualisation avec les Établissement et Services médico-sociaux via la signature de nouveaux CPOM

- Pour le secteur EHPAD, 47 CPOM programmés sur 2019

# Quels impacts de la VP7 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

## 1 Éliminer l'extrême pauvreté

### > IMPACT POSITIF

Attribution de prestations d'aide sociale à domicile et en établissement  
Attribution de certaines prestations relevant des minima sociaux (ex : AAH)

## 2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

### > IMPACT POSITIF

Actions de prévention sur la nutrition (dénutrition, malnutrition) dans le cadre de la Conférence des Financeurs

Soutien aux établissements - Journées des ESAT

## 3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

### > IMPACT POSITIF

Actions de prévention sur la santé et le bon vieillissement dans le cadre de la Conférence des Financeurs - Plan d'action des Contrats Locaux de Santé et du Schéma d'organisation sociale et médico-sociale - Missions des CLIC - Action de soutien au sport et à la culture

## 4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

### > IMPACT POSITIF

Missions de la MDPH dans le cadre de la scolarisation des enfants en situation de handicap - Missions de la MDPH sur le champ de l'insertion professionnelle - Actions de formation soutenues dans le cadre de la Conférence des financeurs pour les personnes âgées - Actions de formation envers les aidants - Convention de professionnalisation dans le secteur des aides à domicile - Soutien à l'handi-parentalité

## 5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

### > IMPACT POSITIF

Soutien et développement à certaines associations de femmes dans le cadre de la Conférence des Financeurs  
Actions de soutien aux aidants familiaux et aux aides à domicile ou en établissement, très majoritairement féminins [DEFH]

## 6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

### > PAS D'IMPACT

## 7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

### > IMPACT POSITIF

SLIME départemental : veille et priorité à la situation des personnes âgées vivant à domicile, grâce à la mobilisation des réseaux des acteurs sociaux [DTE]

## 8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

### > IMPACT POSITIF

Politique de soutien du secteur de l'aide à domicile et en institution contribuant à la pérennisation des emplois dans une démarche qualitative et de formation

## 9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

### > IMPACT POSITIF

Politique d'innovation en particulier dans le cadre de la Conférence des Financeurs et de la Silver Economie  
Coopération et soutien à l'innovation en partenariat avec la CNSA - Pôle ressources logement

## 10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

### > IMPACT FAIBLE

Actions de la Conférence des Financeurs en soutien aux populations immigrées vieillissantes  
Échanges internationaux (Ukraine, Espagne, Roumanie)

## 11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

### > IMPACT POSITIF

Actions du schéma Autonomie, concourant à l'adaptation du cadre bâti (ergothérapeute, ateliers collectifs...) - Actions du schéma encourageant l'intergénération et le vivre ensemble

Actions favorisant la mobilité (transport adapté, prévention routière...) et la lutte contre l'isolement des personnes

## 12 Établir des modes de production et de consommation durables

### > IMPACT POSITIF

Soutien à la recyclette du GIHP

## 13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

### > IMPACT POSITIF

Hermitage - CHRS - Plan Canicule : en période de canicule, dispositif de surveillance des personnes âgées isolées [DTE]

## 14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

### > IMPACT NEUTRE

## 15 Préserver les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

### > IMPACT NEUTRE



**16** Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

**> IMPACT POSITIF**

Mise en place de plate-forme d'information, téléphonique et numérique sur l'accès aux droits pour les usagers (PSA, accueils physiques sur les territoires)

Place renforcée des usagers dans les dispositifs de simplification administrative (ateliers usagers)  
Soutien aux actions de médiation numérique

**17** Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

**> IMPACT POSITIF**

Réponse à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) Territoire 100% inclusif. Démarche partenariale et concertée du suivi du Schéma Autonomie - Soutien aux Contrats Locaux de Santé - Mise en place du CDCA - Missions de la Conférence des Financeurs - Coordination sur les territoires avec l'ensemble des acteurs. CLIC et CPOM

# VP8 - Préservation de l'environnement, gestion des risques et des ressources, infrastructures routières

Commissions :

16. Politique de l'eau et des déchets

17. Infrastructures routières




## PRIORITÉS DE MANDAT


- Accompagner les collectivités et acteurs locaux dans la mise en œuvre de leurs missions dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement.
- Intégrer la gestion des risques girondins à l'échelle interdépartementale.
- Conforter la sécurisation des infrastructures départementales et hiérarchiser les usages.


## Responsabilité sociétale


### Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

 **P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours

 **D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

 **C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.

 **A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU  
DÉVELOPPEMENT DURABLE

AMBITION  
VICE-  
PRÉSIDENTE

## Cohésion sociale et territoriale

Développer la culture et la prise en compte multi-dimensionnelle des risques

## Épanouissement de tous les êtres humains

Garantir la sécurité des déplacements des Girondines et des Girondins

## Lutte contre le changement climatique

Poursuivre la diminution des émissions de GES

## Préservation de la biodiversité

Contribuer à la bonne gestion des rejets d'assainissement afin de préserver la qualité des milieux récepteurs

## Gouvernance et participation citoyenne

Développer la concertation et l'accessibilité des projets avec les Girondines et les Girondins

**Objectif du mandat : intégrer la pratique de l'évaluation des risques dans toutes les compétences du Département et développer la sensibilisation des agents et des territoires à la culture du risque**

1/ Le Laboratoire Départemental d'Analyses (LDA) poursuit son activité et missionne une étude pour développer des stratégies de développement et d'adaptation compte tenu du doublement de son personnel et du triplement de ses activités. Le déménagement de l'unité santé animale auprès de l'unité santé végétale a permis d'améliorer les conditions de travail. Mise en place d'une convention entre LDA 24, 16 et 87. Coordination analyse de convergence des moyens pour anticiper les risques (santé animale, santé végétale, eau)

2/ Développement de la culture du risque vers les agents via intranet : création de l'outil de visualisation cartographique avec le GIP ATGéRI, fiches sur les 10 risques majeurs, sensibilisation via l'intranet.

3/ Déploiement du Plan de Continuité d'Activité (PCA) : formation des agents, création d'une communauté intranet, présentation aux partenaires de la gestion de crise.

4/ Réalisation des diagnostics de vulnérabilité aux inondations des bâtiments départementaux.

Mise en place d'une convention et rapprochement

LDA : mise en œuvre des préconisations de l'étude stratégique

Poursuivre le déploiement des outils en favorisant la culture du risque. Assurer l'animation et la pérennité du Plan de Continuité d'Activité. Accompagnement des EPCI sur la prise en compte des risques majeurs, la compétence digue, la GEMAPI, et poursuivre l'ingénierie sur le risque inondation et plans communaux de sauvegarde. Avis et conseils auprès des directions opérationnelles sur le risque inondation et la gestion de crise. Déploiement du Plan Départemental sur les risques majeurs en Gironde. Élargissement des PPI au sein des communes

- 250 points de surveillance en Gironde dont 50 spécifiquement sur la qualité de l'eau
- 5268 analyses sur eau de consommation humaine
- 3722 analyses dans piscines, 654 en baignades naturelles

**Objectif du mandat : résorber les points noirs routiers et améliorer les conditions de sécurité des voies départementales ; assurer la pérennité d'une eau potable de qualité pour les Girondins**

Politique d'adaptation et bonne gestion pour les territoires : début des travaux déviation Fargues Saint Hilaire, élaboration du dossier environnemental déviation du Taillan, réalisation des travaux de requalification de l'échangeur de La Prade, engagement des travaux de l'échangeur de Quincarneau

Aide et ingénierie à la conception et dispositifs de sécurité routière avec les communes

Lancement du schéma stratégique de l'eau potable

Poursuite des travaux de la déviation de Fargues

Début de la déviation du Taillan

Accompagnement méthodologie via Gironde Ressources

- 7 % : taux de renouvellement des surfaces de chaussée.
- Recours aux matériaux biosourcés

**Objectif du mandat : montrer l'exemple dans la construction sobre des routes**

Signature de l'avenant n°2 à la déclinaison locale de la Convention d'Engagement Volontaire

Prise en compte des objectifs de la loi de transition énergétique

Définition d'un nouvel indicateur

Création d'ouvrages de traitement hydrauliques dans les zones humides environnementales

Nouvel essai du Projet RECYTAL® ARM en couche de roulement

- 53 % : taux de recyclage des matériaux de chaussée sur un an pour les chantiers du Département (objectif national 50%)

**Objectif du mandat : développer l'appui aux collectivités pour la bonne gestion des rejets d'assainissement**

Structuration de l'assistance technique aux territoires, en application du décret du 14 juin 2019 relatif à « l'assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements et modifiant des dispositions du code général des collectivités territoriales ».

Afficher les 3 projets structurants sur l'eau : le Comité Départemental de l'eau, le schéma stratégique départemental de l'eau potable, la modernisation de la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement

Expérimentation de plantes pollinisatrices sur les routes

- Les mesures de compensation et de protection de l'environnement représentent 20% du coût du projet

**Objectif du mandat : installation d'une gouvernance multipartite de l'eau et de l'aménagement**

La tenue d'un séminaire de clôture de l'expérimentation Aménag'eau, en mars 2019, a rassemblé 175 personnes. Une évaluation est en cours. Dans la continuité MAC EAU, la maîtrise d'ouvrage départementale d'un schéma stratégique départemental d'alimentation en eau potable est lancée dans le deuxième semestre. Un travail avec les territoires et les citoyens sera recherché

Concertation et communication exemplaires sur l'ensemble des projets routiers du Département. Animation d'une réflexion citoyenne sur les modes de déplacements alternatifs. Impulsion d'un élan départemental pour un changement radical des pratiques en matière de mobilité

Création du Conseil Départemental de l'eau

Développer un nouvel aménag'eau encore plus opérationnel et au service des territoires.

Présenter l'état des lieux et le diagnostic des services d'eau potable en Gironde sur les territoires dans le cadre du schéma

Mettre en œuvre d'un comité de suivi écologique des zones humides dans le cadre du Comité de Suivi Opérationnel au Taillan

- 900 000 m³ d'eau économisés via projet Mac Eau
- Une dizaine réunions en lien avec les commissions locales de l'eau (CLE) dans le 1er semestre 2019
- 17 hectares de compensation pour les zones humides impactées par la déviation du Taillan

# Quels impacts de la VP8 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

**1 Éliminer l'extrême pauvreté**

> PAS D'IMPACT

**2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable**

> IMPACT POSITIF

Conciliation des usages de l'eau dont agricoles, hydro-économie, Laboratoire Départemental d'analyse (sécurité alimentaire)

**3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge**

> IMPACT POSITIF

SATESE (appui aux maîtres d'ouvrage), Laboratoire Départemental d'Analyse (analyse des cantines et de la qualité des eaux) Résorption des points noirs routiers et création de déviations pour réduire le trafic automobile dans les centres bourgs limitation des impacts négatifs sur la qualité de l'air. Travail sur le partage de la route et le co-voiturage

**4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie**

> IMPACT FAIBLE

Participation à l'éducation (responsabilité des consommations) Projet MAC Eau (dimension formation et transfert)

**5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles**

> PAS D'IMPACT

**6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau**

> IMPACT POSITIF

Politique de gestion qualitative et quantitative des ressources, conseils aux maîtres d'ouvrage, programme d'économie d'eau dans l'habitat et le tertiaire. Traitement des rejets autour des ouvrages d'art Traitement des rejets et eaux de surface de voiries

**7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable**

> IMPACTS FAIBLE

Politique de soutien intégrant les pratiques sobres et vertueuses du maître d'ouvrage et le prix payé par les consommateurs

**8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous**

> IMPACT POSITIF.

Clauses sociales dans les marchés publics  
80% de la commande publique sur la voirie départementale est attribuée à des entreprises girondines

**9 Bâti une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation**

> IMPACT POSITIF

Convention d'engagement volontaire + Projet IMPROVMURE : Innovation en Matériaux et PROCédés pour la valorisation du Multi Recyclage des Enrobés (durabilité des enrobés) Convention d'engagement volontaire (CEV) et analyse de l'impact carbone des solutions de création de voirie pour chaque appel d'offre

**10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre**

> PAS D'IMPACT

**11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables**

> IMPACT POSITIF

Participation à l'entretien du réseau routier maillant le territoire et appui aux mobilités douces  
Accès et préservation de la ressource en eau selon la diversité des usages : traitement équitable et homogène de la desserte du territoire départemental  
Approche des infrastructures en transversalité des modalités de mobilité

**12 Établir des modes de production et de consommation durables**

> IMPACT POSITIF

Promotion des usages et solutions pour économies d'eau, fiabilisation de l'accès à la ressource en eau potable, hydro-économie, gaspillage  
Aide à la gestion patrimoniale des réseaux

**13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions**

> RÉDUCTION DES IMPACTS NÉGATIFS

Convention d'Engagement Volontaire, application des variantes environnementales dont impact Climat, dans les marchés publics. Pilotage et suivi (SEVE).  
Plan de Continuité d'Activité (PCA)

**14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable**

> MESURES DE RÉDUCTION DES IMPACTS NÉGATIFS

Développement de solutions alternatives aux sédiments et granulats marins et augmentation du recyclage des chaussées pour réduire la sollicitation et l'extraction de ces ressources

**15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité**

> MESURES DE RÉDUCTION DES IMPACTS NÉGATIFS,

Prévention de la destruction des milieux, en particulier dans les zones humides, et réalisation de mesures de compensation si besoin  
Mesures agro-environnementales  
Gestion intégrée des dépendances de la voirie  
Gestion des besoins de rétention d'eau



**16** Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

**> IMPACT POSITIF**

Mise à disposition des données (Open Data), dispositif Aménag'eau et sollicitation volontaire de la CNDP pour garantir la concertation du Schéma de déplacements durables Nord Bassin

**17** Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

**> IMPACT POSITIF**

Gouvernance multi-partenaire pour la distribution et l'accès à l'eau, l'assainissement (Intersect'eau, Aménag'eau, InterSPANC) et la voirie pour réduire les impacts environnementaux des travaux (CEV, IMPROVMURE)

# VP9 - Politiques de l'insertion

Commissions :  
18. Politique du RSA (Revenu de Solidarité Active)





## PRIORITÉS DE MANDAT

- Faire de l'innovation sociale et de l'expérimentation des outils privilégiés de développement de nos politiques d'insertion et de déploiement de nos dispositifs
- Participer à la réduction des inégalités en soutenant particulièrement les territoires où vivent les publics les plus fragilisés
- Organiser la participation des usagers

## Responsabilité sociétale

### Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

-  **P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours
-  **D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
-  **C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
-  **A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU  
DÉVELOPPEMENT DURABLE

AMBITION  
VICE-  
PRÉSIDENTE

## Cohésion sociale et territoriale

Favoriser l'insertion sociale et professionnelle de toutes les Girondines et tous les Girondins

## Épanouissement de tous les êtres humains

Faciliter l'accès de tous à une activité par des actions d'insertion et d'inclusion

## Production et consommation responsables

Garantir l'accès pour tous à une mobilité durable et autonome

## Participation citoyenne

Généraliser la participation des usagers sur les dispositifs qui les concernent

## Gouvernance

Poursuivre la concertation et la co-construction des projets avec les partenaires et les usagers concernés



**Objectif du mandat : créer une synergie entre les acteurs du champ de l'insertion et être garant qu'il n'y ait pas de rupture des parcours**

Bilan de la démarche Revenu de Base. Présentation du projet à l'Assemblée Nationale en janvier 2019. Animation des réflexions entre les 18 départements  
Campagne de communication RSA renouvelée en 2019  
Évaluation de l'Accompagnement global. de mai à octobre 2018 associant les personnes et les professionnels du CD33 et de Pôle Emploi. Mise en place de 15 ateliers participatifs sur les 9 pôles (115 pers.). Prise en compte des recommandations de l'évaluation girondine et du nouveau protocole national  
Journée de formation sur le thème «les ressortissants européens», appui aux référents de parcours dans leur mission d'accompagnement de ces publics.  
Réflexion avec les partenaires départementaux sur l'évolution des dispositifs en direction des jeunes (FAJ CAP J) permettant de mieux sécuriser les parcours des jeunes les plus fragilisés

Participation du Département aux travaux nationaux sur le Revenu Universel d'Activité  
Accompagnement global : ouverture à d'autres services sociaux pour développer cette modalité d'accompagnement

- 1 2950 demandeurs d'emploi en accompagnement global de 2015 à mi 2019
- 250 partenaires associatifs destinataires du kit de communication- 120 000 exemplaires de plaquette d'information
- Journée de formation «les Ressortissants européens»: 160 professionnels présents et formés

**Objectif de mandat : une organisation territorialisée**

Évolution de la plateforme d'échanges hébergeant la Bourse Départementale d'Insertion sur la base d'une offre géolocalisée permettant une meilleure visibilité des actions existant sur chaque Pôle territorial de solidarité  
Territorialisation de la politique d'insertion : mise en place d'objectifs quantitatifs et qualitatifs par PTS pour améliorer la prise en charge des personnes (objectif de réduction dans les délais de 1er accueil des personne)

Lancement de plans d'action territoriaux en faveur de l'insertion professionnelle des allocataires du RSA  
Mise en œuvre de l'axe insertion des projets sociaux de territoire

- BDI : + de 1000 adhérents + de 7000 connexions par mois
- Territorialisation : 80% des allocataires du RSA avec un référent de parcours désigné dans un délai inférieur à 1 mois

**Objectif du mandat : améliorer l'accès à l'emploi des bénéficiaires du RSA et en particulier sur des territoires fragilisés inscrits dans le couloir de la pauvreté.**

Poursuite de l'accompagnement de la démarche Castillonnaise pour la mise en place de l'action «Territoires zéro chômeur» avec l'appui du Labo'Mobile Agenda 21  
Offre d'accompagnement renforcée et renouvelée pour les micro-entrepreneurs avec une forte augmentation du nombre de places d'accompagnement (Rebond, Plateforme TI : Travailleurs Indépendants)  
Actions innovantes de dynamisation professionnelle d'allocataires du RSA rencontrant des problématiques sociale et de santé (120 personnes sur le Médoc et en Sud Gironde)

Poursuite, déploiement et mesure des effets produits des actions 2019

- 120 personnes impliquées dans le Labo'Mobile TZCLD (dont 70 chômeurs), 6 indices d'impact, 9 actions phares
- Travailleurs indépendants : objectif de 2500 accompagnements par an

**Objectif du mandat : garantir l'efficacité des Plateformes Mobilité pour permettre un maillage territorial**

Travail d'harmonisation engagé à l'échelle départementale par la mise en œuvre d'une coordination entre les différentes plateformes mobilité  
Nouvelle campagne de labellisation des auto-écoles solidaires  
Poursuite du soutien financier aux structures et du financement des parcs de scooters pour les jeunes en grande difficulté (via les missions locales notamment)  
Lancement de 3 plateformes de repérage et d'accompagnement des jeunes NEET sur 3 territoires ruraux pour 3 ans ( début sept 2018) pour mettre en œuvre le repérage et l'accompagnement des jeunes «invisibles»

Expérimentation garage solidaire itinérant en Sud Gironde  
Déploiement des plateformes de repérage et d'accompagnement des jeunes NEET  
Déploiement d'une nouvelle opération de service civique à destination de 128 jeunes NEET sur les territoires ruraux avec un modèle innovant dans sa mise en œuvre

- 6 Auto Ecoles Sociales labellisées sans limitation de durée
- 3476 personnes accueillies sur les Plateformes Mobilité entre 2016 et 2018

**Objectif du mandat : approfondir et faciliter la participation des usagers en les impliquant dans la mise en œuvre et l'évolution des dispositifs d'insertion au-delà des obligations légales**

Révision de la correspondance entre l'administration et les allocataires du RSA sous forme d'ateliers participatifs et territoriaux. Travaux faisant suite à l'étude relative à la notion de «freins à l'emploi» réalisée avec le concours de 50 allocataires du RSA sur 5 territoires (Libournais, Haute-Gironde, Hauts de Garonne, Métropole, Médoc)  
Maintien et institutionnalisation du libre choix du parcours par les personnes allocataires du RSA  
Association des usagers dans la démarche d'évaluation du Pacte Territorial d'Insertion (PTI) par des focus-groupes sur un bouquet d'actions entrant dans l'évaluation

Étude avec et sur les allocataires du RSA depuis + 4 ans dans le dispositif pour de nouvelles perspectives d'actions à mener

- 2500 personnes par mois destinataires des courriers simplifiés
- Libre choix du parcours : environ 2000 personnes concernées chaque mois
- Évaluation du PTI : implication de 50 allocataires ayant suivi une des 5 actions évaluées

**Objectif du mandat : installer une gouvernance pérenne**

Élaboration du PTI 2019-2021 dans une approche intégrée et collaborative suite à une démarche collective d'évaluation du précédent PTI. Il constitue une politique d'insertion départementale partenariale adaptée aux réalités du territoire (stratégie nationale pauvreté)  
Convention d'Appui aux Politiques d'Insertion -CAPI

Optimiser les articulations entre le Pacte Territorial d'Insertion et le Service Public de l'Insertion

- Le PTI 2019-2021 : 33 actions partenariales - 11 signataires -150 participants lors de la concertation (janvier 2019)

# Quels impacts de la VP9 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD?

**1 Éliminer l'extrême pauvreté**

> **IMPACT POSITIF**

« Eradiquer la pauvreté n'est pas un espoir, c'est un objectif ». est la première phrase de l'avis du jury citoyen sur le revenu de base (15-02-2017) Accès aux droits fondamentaux et lutte contre l'isolement des personnes en situation de précarité : versement de l'allocation RSA, lutte contre le non-recours.

**2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable**

> **IMPACT INDIRECT**

Soutien aux structures de l'IAE (maraîchage, transformation et circuits courts) - Soutien à des projets d'insertion professionnelle collective intégrant la prise en charge des repas présents - 10% des dépenses du budget aides individuelles à l'insertion (budget 60 000 €) consacrés à l'aide aux repas pour les allocataires entrant dans une action d'insertion

**3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge**

> **IMPACT POSITIF**

Déploiement d'actions d'accompagnement multiples dans le champ de la restauration de l'image de soi, de la nécessité de prendre soin de soi, d'aide à la prise en charge adaptée de problématiques sanitaires et sociales

**4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie**

> **IMPACT POSITIF**

Accompagnement aux apprentissages professionnalisant par les chantiers formation insertion  
Accompagnement aux apprentissages de la langue française (lutte contre l'illettrisme, l'analphabétisme, FLE)

**5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles**

> **IMPACT POSITIF**

Conciliation vie familiale et vie professionnelle : actions menées avec le CPVA sur les modes de garde (action collective et aides individuelles)

Déploiement d'actions insertion spécifiques pour les femmes : ex « des étoiles et des femmes »

**6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau**

> **IMPACT NON MESURÉ**

**7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable**

> **IMPACT POSITIF**

Orientation et relais vers des actions d'accompagnement à la gestion économique, sociale et familiale. Soutien aux mobilités douces et apprentissage des déplacements à vélo. Initiation à la pratique et renforcement de l'accès aux vélos électriques pour les publics en insertion

**8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous**

> **IMPACT POSITIF**

Action D2C et soutien aux Territoires Zéro Chômeurs de Longue Durée sur le territoire

**9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation**

> **IMPACT NEUTRE**

**10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre**

> **IMPACT POSITIF**

« Le revenu de base pourrait être un même vêtement d'égalité pour toutes et pour tous » - Avis du jury citoyen sur le Revenu de Base (15-02-2017). Participation aux OpenDays et contacts avec des pays du monde entier autour de la préfiguration de l'expérimentation du revenu de base

**11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables**

> **IMPACT INDIRECT**

Plateformes mobilité sur tout le territoire

Aides individuelles à la mobilité

Déploiement des actions d'insertion à échelle des 9 PTS en proximité et maillage avec les acteurs locaux

**12 Établir des modes de production et de consommation durables**

> **IMPACT POSITIF**

Soutien aux structures de l'IAE (maraîchage, économie circulaire, circuits courts, mobilité)

**13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions**

> **IMPACT NON MESURÉ**

Inscription des projets sociaux de territoire dans la stratégie de résilience girondine. Lancer une étude sur le cumul des risques sociaux et environnementaux en Gironde et l'anticipation des impacts systémiques sur les populations les plus fragiles et le renforcement du pouvoir d'agir individuel et collectif local

**14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable**

> **IMPACT NEUTRE**



**15** Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

**> IMPACT FAIBLE**

Inscription des projets sociaux de territoire dans la stratégie de résilience girondine. Lancer une étude sur le cumul des risques sociaux et environnementaux en Gironde et l'anticipation des impacts systémiques sur les populations les plus fragiles et le renforcement du pouvoir d'agir individuel et collectif local

**16** Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

**> IMPACT POSITIF**

Politique de participation citoyenne  
 – Coconception des dispositifs avec les usagers de la politique d'insertion  
 – Accès aux droits fondamentaux et lutte contre l'isolement des personnes en situation de précarité – Accès au droit à l'accompagnement pour favoriser la continuité du parcours Accès au juste droit et lutte contre le non recours.

**17** Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

**> IMPACT POSITIF**

Évolution et élaboration du Pacte Territorial d'Insertion en associant toutes les parties prenantes dont les bénéficiaires.

Favoriser la gouvernance ascendante : évolution des courriers de l'administration, conception d'une campagne de communication en faveur du RSA...

Gouvernance inter départementale de l'expérimentation du revenu de base

# VP10 - Politique éducative et sociale, collèges

Commissions :  
19. Collèges

## PRIORITÉS DE MANDAT

- Favoriser le développement de la politique éducative et sociale.
- Consolider le Plan stratégique collèges.
- Etablir un partenariat contractualisé avec les établissements.

## Responsabilité sociale

### Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)



**P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours



**D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.



**C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.



**A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU  
DÉVELOPPEMENT DURABLE

AMBITION  
VICE-  
PRÉSIDENTE



**Cohésion sociale  
et territoriale**

Garantir un accès équitable et solidaire pour tous à l'éducation



**Épanouissement  
de tous les êtres  
humains**

Favoriser le bien-être, la citoyenneté et le savoir vivre ensemble au collège



**Lutte contre le  
changement  
climatique**

Promouvoir une démarche de qualité dans la gestion de l'énergie



**Préservation de  
la biodiversité**

Susciter des pratiques respectueuses de la santé et de l'environnement



**Production et  
consommation  
responsables**

Conduire une politique de restauration homogène, responsable et locale



**Gouvernance  
et participation  
citoyenne**

Piloter la concertation pour chaque projet engagé

## FAIT EN 2019

## PREVU POUR 2020

## REPÈRES

### Objectif du mandat : mener une démarche prospective pour penser les collèges dans 30 ans en mettant au cœur le bien-être des élèves

Lancement des consultations pour la constructions de 12 collèges neufs et la réhabilitation de 10 collèges. Une étude a été conduite permettant une mutualisation accrue des locaux avec des partenaires extérieurs avec la mise à disposition des locaux d'enseignement, EPS.

Le diagnostic sanitaires a été effectué sur les 105 collèges permettant son classement et la détermination d'un programme de rénovation sur plusieurs années

Lancement d'un programme pluriannuel de rénovation des sanitaires dans les collèges

- 12 000 collégiens de plus à accueillir dans les 105 collèges publics entre les rentrées 2016 et 2024
- Rénovation de 10 sanitaires en 2019

### Objectif du mandat : aller vers une logique de massification de l'usage du numérique au service de la pédagogie et de l'apprentissage et favoriser l'épanouissement de tous les personnels des collèges

Après une phase de réfection des réseaux VDI achevée en 2018, ouverture d'une phase de maintenance en conditions opérationnelles des réseaux

Tous les collèges déjà à très haut débit. Lancement du réseau de fibre publique départementale pour 2 collèges. Application du nouveau référentiel d'équipement numérique à l'ensemble des collèges

Poursuite de la reprise progressive des systèmes informatiques pédagogiques des collèges en vue de leur maintenance par le Département

Poursuite du déploiement du réseau de fibre optique publique. Travaux de maintenance des réseaux en condition opérationnelle à la demande ; études de couverture WIFI. Reprise de 8 collèges supplémentaires en gestion et maintenance

- 100% des collèges à un débit > 20 Mbps dont 41% à 50 Mbps et 6% > 100 Mbps
- 18 collèges repris en gestion et maintenance pour la pédagogie par le Département

### Objectif du mandat : poursuivre et améliorer la performance énergétique des collèges, notamment par le renouvellement du contrat fluides des collèges et la mise en place d'un Contrat de Performance Énergétique à l'échelle des 105 collèges

Vote en février 2019 du lancement de la démarche de certification ISO 50001 du système de management énergétique (SME) de la direction des collèges

Analyse fine des consommations d'électricité grâce à la mise en place de Smart Impulse dans 30 collèges

Renégociation des contrats de gaz des collèges avec intégration de 10% de gaz vert (bio méthane). Installation de piles à combustible dans 5 logements. Réalisation d'une chaufferie biomasse au collège de Soulac. Réalisation d'actions de sensibilisation des collégiens et personnels dans 3 établissements

Certification ISO 50001 du SME de la Direction

Poursuite des actions de sensibilisation des usagers

Définition de la tranche 2 du plan de progrès du contrat de performance énergies

Recherche de la labellisation E3+ C2 pour les bâtiments neufs dans le cadre construction ou réhabilitation

- - 5% de consommation de gaz
- - 4% des consommations d'électricité
- L'électricité consommée par les établissements est 100% issue d'énergie renouvelable (15 Gwh)

### Objectif du mandat : intensifier le recours à des produits issus de l'agriculture biologique pour la restauration au sein des collèges

Poursuite de l'opération expérimentale sur 3 territoires (23 collèges / 14000 repas jour), visant à introduire des produits locaux au service de la restauration. Accompagnement de 20 collèges dans une démarche de labellisation «établissement bio engagé»

Rédaction et distribution aux établissements d'un guide pour accompagner l'introduction du plat alternatif à base de protéines végétales

Formation et accompagnement des personnels (ateliers de pratique culinaire, Loi Egalim)

Équipement d'une première tranche de collèges en système de contrôle d'accès aux restaurants

Poursuite des travaux visant à favoriser les produits locaux

- 15 collèges labellisés «établissement bio engagé» à la fin de l'année 2019

### Objectif du mandat : généralisation et application de la Charte de la restauration

Objectif atteint avec la quasi totalité des collèges ayant signé la charte de la restauration qui doit désormais être déployée au sein de l'ensemble des collèges.

Étude préalable au déploiement de systèmes d'accès aux restaurants scolaires, interface avec le logiciel Easily

Définition d'une cuisine type d'un collège au regard des enjeux de développement durable

Déploiement du module gestion des équipements du logiciel Easily

Démarche Ecocert dans quelques établissements volontaires

- 103/105 collèges ont signé la charte de la restauration et adhéré au groupement départemental

### Objectif du mandat : refonte de la gouvernance pour aller vers des contractualisations multipartites et coconstruites

Contrats d'Objectifs Tri (COT) partites : dialogues dans le cadre des points d'étape à mi-parcours avec l'ensemble des collèges

Concertation avec les élus et acteurs locaux au sein des territoires dans le cadre du Plan Collèges

Réalisation d'une consultation en ligne et lancement d'une concertation en vue de la refonte de la carte scolaire pour la rentrée 2021

- 82 collèges signataires d'un COT
- 700 projets éducatifs accompagnés ou financés (585k€)

# Quels impacts de la VP10 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

## 1 Éliminer l'extrême pauvreté

### > IMPACT POSITIF

L'éducation est un levier pour la lutte contre la pauvreté

Accès à la demi-pension pour tous les collégiens de Gironde + bourses et aides sociales

## 2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

### > IMPACT POSITIF

85% des collégiennes et des collégiens en Gironde demi-pensionnaires, Bio et circuits courts dans les cantines, lutte contre le gaspillage alimentaire

## 3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

### > IMPACT POSITIF

Bien être des collégiennes et des collégiens, agents et personnels au cœur du Plan Collèges et de la politique de restauration

Politique de prévention et qualité de vie au travail pour les agents des collèges

## 4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

### > IMPACT POSITIF

Dispositifs d'aide sociale et appels à projet

Plateforme départementale pour les stages de 3eme

## 5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

### > IMPACT POSITIF

Formation obligatoire du personnel sur les discriminations et l'égalité femmes-hommes pour casser les stéréotypes au travail liés au genre. Intégration systématique de

la répartition de l'espace selon le genre. Tous les nouveaux collèges intégreront les préconisations des diagnostics (4 collèges existants déjà engagés)

2 commissions sur l'égalité filles-garçons dans le Conseil Départemental des Jeunes (CDJ), lutte contre les stéréotypes

## 6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

### > IMPACT POSITIF

Bail vert dans les collèges contrat de coresponsabilité incluant les économies d'eau, récupération des eaux pluviales 15 collèges bio-engagés

## 7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

### > IMPACT POSITIF

Référentiel bâtiment durable, Deltaconso, contrat de fluides, bail vert, expérimentations énergies renouvelables - Signature du nouveau partenariat de Performance énergétique pour les 105 collèges, avec objectifs ambitieux de baisse des émissions de GES [DTE]

Ambition E3 + C2 sur le plan de la performance énergétique pour les nouveaux collèges du Plan Collèges

## 8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

### > IMPACT FAIBLE

Application de clauses sociales à différents niveaux (étude/conception notamment) pour favoriser l'emploi des personnes en insertion.

Création de parcours professionnels d'insertion.

## 9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

### > IMPACT FAIBLE

Critères de développement durable dans les marchés de construction et d'entretien soutien à l'innovation des entreprises (E3+, C2-)

## 10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

### > IMPACT NEUTRE

Cluster visant à valoriser la filière bois

## 11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

### > IMPACT POSITIF

Favoriser une répartition équilibrée des collèges. Des collèges ouverts sur les territoires : mutualisations qui participent à la vie des territoires.

## 12 Établir des modes de production et de consommation durables

### > IMPACT POSITIF

Bail vert, construction durable et charte de restauration... Plan Collèges 2024 qui promeut et favorise les mobilités douces

## 13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

### > IMPACT POSITIF

Systèmes d'aération et de rafraîchissement des collèges, actions en matière de santé environnementale Lancement d'un programme de construction de 12 collèges et de 10 réhabilitations, alignées sur le référentiel Energie Positive - Carbone restreint [DTE]

Travail mené avec ATMO et CEREMA sur la qualité de l'air Le confort d'été devient un critère d'analyse de l'offre

## 14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

### > PAS D'IMPACT



**15** Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

**> RÉDUCTION DES IMPACTS NÉGATIFS**

Inscription architecturale qui intègre les critères environnementaux de l'implantation

Stratégie ERC avec autant faire se peut réduire l'impact par la compensation

**16** Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

**> IMPACT POSITIF**

Création d'une ligne budgétaire pour les classes ULIS au sein des collèges girondins

**17** Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

**> IMPACT POSITIF**

82 conventions d'objectifs tripartites, dialogues financiers, charte de la restauration, observatoire démographique...

# VP11 - Mobilités

Commissions :  
20. Mobilités


## PRIORITÉS DE MANDAT


- Encourager les mobilités douces pour les trajets domicile-travail et scolaires
- Assurer la continuité d'un service public de transport favorisant la solidarité territoriale
- Encourager le covoiturage


## Responsabilité sociétale


### Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

 **P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours

 **D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

 **C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.

 **A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU  
DÉVELOPPEMENT DURABLE

AMBITION  
VICE-  
PRÉSIDENTE

### Cohésion sociale et territoriale

Équilibrer  
l'offre de  
mobilité  
sur tout le  
territoire

### Épanouissement de tous les êtres humains

Lutter  
contre  
l'isolement  
et permettre  
la mobilité  
pour toutes  
et tous

### Lutte contre le changement climatique

Permettre le  
développe-  
ment de l'in-  
termodalité  
grâce à une  
meilleure  
connexion  
des dif-  
férents  
moyens de  
transport

### Production et consommation responsables

Créer les  
conditions  
du chan-  
gement de  
comporte-  
ment vers  
des mobili-  
tés douces

### Gouvernance et Participation citoyenne

Engager un  
dialogue  
avec les  
partenaires  
locaux pour  
tous les  
projets



**Objectif du mandat : développer les mobilités douces sur tout le territoire**

Poursuite de la réalisation du schéma départemental des itinéraires cyclables, dont mise en service de la voie verte cyclable et piétonne Bazas Captieux et Roaillan Langon. Lancement d'une étude d'expérimentation d'un schéma local des mobilités douces dans les Hauts de Garonne

Mise en œuvre d'une nouvelle grille tarifaire pour les transports maritimes depuis le 01/04/2019 intégrant des tarifs sociaux et réduits et des facilitations financières pour les usagers réguliers dont locaux, la gratuité des vélos, un tarif identique pour les fourgons et les voitures, un tarif jeunes et enfants calé sur celui du transport scolaire. Augmentation du nombre de rotations sur la ligne Verdon-Royan en période intermédiaire, pour répondre notamment au besoin des travailleurs

Transports maritimes : analyse de l'impact et améliorations de la nouvelle grille tarifaire sur les usages et les mobilités

Déclinaison opérationnelle du schéma local des mobilités douces des Hauts de Garonne

- 21 km de voie verte nouvelle (cyclable et piétonne)
- Transports maritimes : passagers : 1 271 083 soit + 31 762 (2,56%) personnes
- Véhicules : 467 230 soit + 18 365 (4,46%)

**Objectif du mandat : assurer une offre de transports adaptée à toutes les Girondines et tous les Girondins**

Poursuite de la prise en charge individualisée du transport scolaire pour les élèves et étudiants handicapés à plus de 50%. Exploration de solutions de simplification des démarches administratives à LaBase (récolte des idées)

Mise en œuvre d'un tarif social dans le cadre de la nouvelle grille tarifaire des transports maritimes depuis le 01/04/2019. Critères d'accès identiques à ceux applicables à la Région

Poursuite de la politique de prise en charge du transport scolaire des élèves handicapés, simplification des procédures pour les familles

Réflexions sur l'extension du tarif social aux véhicules utilisés par les ayant droits

- 1 130 élèves handicapés pris en charge pour l'année scolaire 2018/19

**Objectif du mandat : permettre le développement de l'intermodalité grâce à une meilleure connexion des différents moyens de transport**

Suite à l'aménagement des arrêts et des parcs relais, accompagnement de la Région dans la mise en œuvre de lignes de cars express (1ère expérimentation en sept 2019). Révision du règlement d'intervention de la collectivité en soutien aux communes et groupements de communes dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de report modal

Poursuite du travail de collaboration avec les professionnels, en leur facilitant l'accès au bac. En 2019, la fusion des catégories fourgons et VL ainsi que l'institution de tarifs pros a fait notablement baisser la charge sur les entreprises et les artisans (jusqu'à -40 % par exemple). En interne, demande de recours systématique à l'amarrage des bateaux en escale même courte, pour limiter les émissions de particules, le bruit et la consommation de carburant. Logique de départ «au plus tôt» en été pour éviter d'attendre à Lamarque une fois le chargement terminé

Poursuite du déploiement des aires stratégiques de covoiturage et de leurs connexions intermodales douces sur les axes principaux d'entrée de la Métropole

L'Etat est interpellé sur l'urgence de l'expérimentation d'une voie dédiée sur l'A10 entre l'aire de St André-de-Cubzac et la Métropole

Élaboration du guide pour les collectivités locales pour la réalisation de pistes cyclables et voies vertes

Mise en place d'un tri sélectif usagers (ligne Verdon-Royan)

- Vote de nouveaux critères d'intervention (majoration du Département jusqu'à 50%) au financement d'aires de covoiturage structurantes (jusqu'à 1M€) et aux aménagements cyclables si des procédés de moindre impact sont utilisés
- 2208 m3 de gazole livrés en 2018, soit +96 m3 qu'en 2017 (+4 %), en rapport avec la progression du nombre de rotations.
- Mise en place d'une voie dédiée sur l'itinéraire de cars express

**Objectif du mandat : promouvoir les mobilités douces et encourager l'exemplarité interne**

Lancement d'une étude d'accessibilité 2 roues des 105 collèges girondins, pour faire un état des lieux exhaustif des pratiques de mobilité des collégiens, des infrastructures de desserte et élaborer des schémas d'aménagements et des actions de sensibilisation au changement de comportement.

Lancement d'un plan de mobilité de l'administration promouvant l'utilisation du vélo et le covoiturage pour les trajets domicile travail : forfait mobilité, places de stationnement réservées pour les covoitureurs, réduction du nombre de places pour les autosolistes. Mise en place de la gratuité vélo des gares maritimes et à bord des bacs

Mise en œuvre des actions issues de l'étude d'accessibilité 2 roues des collèges, en partenariat avec les collectivités locales

Faciliter le stockage des vélos à bord des bacs

- 17 000 collégiens sensibilisés à l'usage du vélo pour leur quotidien
- 500 salariés du Département sont au challenge de la mobilité
- 48 441 passages de vélos en 2018 sur Verdon Royan (+6,9 %)
- 5 574 passages de vélos en 2018 sur Blaye-Lamarque (+20%) .

**Objectif du mandat : intégrer la question des mobilités dans les Pactes territoriaux**

Concertation publique sur le projet de déplacements durables du Nord Bassin (PDDNB) avec un engagement volontariste et une mobilisation des garants de la concertation de la CNDP, commission nationale du débat public

Poursuite du dialogue territorial autour des mobilités

- Transports maritimes : 150 personnes rencontrées en réunion publique, plus de 100 sur les marchés. Forte sollicitation des agents d'accueil au lancement des nouveaux tarifs

# Quels impacts de la VP11 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

**1 Éliminer l'extrême pauvreté**

> **IMPACT POSITIF**

Favoriser la mobilité des personnes en insertion et en situation de fragilité  
Création d'une nouvelle grille tarifaire

**2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable**

> **PAS D'IMPACT**

**3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge**

> **IMPACT POSITIF**

La pratique du vélo à tous les âges est également une pratique sportive qui améliore la santé et le bien-être. Cette pratique du vélo doit pouvoir devenir réflexe chez les jeunes (collèges)

Kit sécurité vélo à la rentrée des collégiens 2019. Expérimentation du schéma local des mobilités douces dans les Hauts de Garonne

**4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie**

> **IMPACT POSITIF**

Transport des élèves handicapés : 1 130 élèves transportés sur l'année scolaire 2018-2019 - 6,5 millions d'euros

Prototypage de simplification des démarches d'accès à ce service dans le cadre des ateliers de la 1ère récolte des idées des agents pour améliorer le service public du laboratoire inter-institutionnel d'innovation publique, LaBase

**5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles**

> **IMPACT INDIRECT**

Accès à la mobilité pour toutes et tous [DEFH]

Solutions techniques (franchissement, éclairage) visant à réduire le sentiment d'insécurité et lever les freins à l'usage des solutions de mobilité alternative à la voiture individuelle

**6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau**

> **PAS D'IMPACT**

**7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable**

> **IMPACT POSITIF**

Soutien financier aux intercommunalités qui souhaitent installer des bornes de recharge électrique sur les aires de covoiturage. Étude de faisabilité pour l'implantation de stations GNV

Lancement d'une étude sur la motorisation des bacs

**8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous**

> **IMPACT POSITIF**

Le développement de la pratique cyclable et du covoiturage s'accompagne de nouvelles activités. Le vélo-tourisme génère également de l'emploi. Plateformes territoriales de la mobilité en lien avec les services sociaux

Nouvelle grille tarifaire pour les transports maritimes depuis le 1er avril 2019 avec une tarification sociale. Augmentation du nombre de rotations du bac Verdon - Royan pour répondre aux besoins des travailleurs

**9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation**

> **IMPACT FAIBLE**

Développement des couvertures des aires d'attente des ferry en panneaux photovoltaïques + aire de St André-de-Cubzac

L'évolution de la nouvelle grille tarifaire sera discutée sur le 2ème semestre avec un groupe d'usagers et avec les élus, pour aller encore plus loin dans l'utilisation du bac comme alternative à un contournement par Bordeaux. Se posera la question de la capacité actuelle de la ligne Blaye-Lamarque.

**10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre**

> **IMPACT POSITIF**

Plateformes mobilité sur tout le territoire portées par 3 opérateurs : Wimoov, Alter Ego et Cap Solidaire (cf VP9)

Soutien à la ligne express de Créon-Bordeaux Centre (réduire les inégalités territoriales de mobilité)

**11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables**

> **IMPACT POSITIF**

Nouveau règlement d'intervention en 2019 renforçant l'incitation des collectivités à s'équiper en infrastructures cyclables et covoiturage (augmentation des plafonds et prise en charge jusqu'à 50 %)

Entretien du réseau départemental des pistes cyclables et développement de trajets et de zones sécurisées en zone urbaine pour desservir les services publics et éducatifs

**12 Établir des modes de production et de consommation durables**

> **IMPACT POSITIF**

Propositions d'alternatives pour le changement des comportements en matière de mobilité

Pour les élus et les agents du Département : challenge mobilité, communauté et plateforme covoiturage, programme de la semaine de la mobilité 2019 décliné sur tous les pôles territoriaux

**13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions**

> **IMPACT POSITIF**

Les alternatives à la voiture solo génèrent la baisse des émissions de GES dans un contexte global (girondin et national) de forte augmentation des émissions de GES liée à la mobilité. A titre individuel, la mobilité est le deuxième poste en terme d'impact de ses comportements sur le changement climatique

(cf. étude Carbone 4 <http://www.carbone4.com/wp-content/uploads/2019/06/Publication-Carbone-4-Faire-sa-part-pouvoir-responsabilite-climat.pdf>)



**14** Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

**> REDUCTION DES IMPACTS NEGATIFS A QUANTIFIER**

Impact des bacs sur les écosystèmes marins et estuariens

**15** Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

**> REDUCTION DES IMPACTS NEGATIFS A QUANTIFIER**

30 000 m2 artificialisés par jour en Gironde. Des solutions d'aires de parking perméables sont implantées et suivies au niveau des usages et impacts (parking perméable du Domaine de Certes, aire de covoiturage de Salleboeuf en 2019)  
Nouvelles grilles tarifaires pour inciter à prendre les transports en commun

**16** Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

**> IMPACT INDIRECT**

Les solutions de mobilités permettent d'accéder aux services publics sur le territoire

**17** Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

**> IMPACT POSITIF**

Travail concerté avec les acteurs associatifs et institutionnels : schéma des coopérations intercommunales, coordination départementale du développement des itinéraires cyclables et du covoiturage

# VP12 - Citoyenneté, relations avec les usagers, communication et accès numériques

## Commissions :

### 21. Relations avec les usagers et accès numérique



#### PRIORITÉS DE MANDAT

- Renforcer notre politique en faveur de la citoyenneté
- Accélérer notre transition numérique

## Responsabilité sociétale

### Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)



**P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours



**D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.



**C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.



**A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU  
DÉVELOPPEMENT DURABLE

AMBITION  
VICE-  
PRÉSIDENTE



**Cohésion  
sociale et  
territoriale**

Assurer une information utile et largement accessible  
S'engager contre la fracture numérique



**Épanouissement  
de tous les êtres  
humains**

Conforter l'accès aux droits par une communication concourant à une meilleure lisibilité des services du Département

Garantir l'inclusion numérique de tous



**Production et  
consommation  
responsable**

Poursuivre l'utilisation de papier recyclé et organiser le recyclage des déchets numériques



**Gouvernance  
et participation  
citoyenne**

Associer les citoyens à la politique de communication

Travailler avec les territoires en faveur du développement numérique

**Objectif du mandat : bonne compréhension et perception par les Girondines et les Girondins des compétences et domaine d'intervention du Département.**

Enquête de perception des Girondines et des Girondins. Renouveau de la campagne de communication sur le RSA pour déstigmatiser les allocataires du revenu de solidarité active.

Une campagne de communication « proximité » pour valoriser les services à la personne : réunions publiques (Haut Méga, Bacs, travaux routiers), présence sur les marchés (restauration scolaire, Bacs)

Câbler 205 000 foyers (hors Métropole et Libournais) en fibre optique et haut débit. Cet objectif, fixé en 2015, est réévalué en 2019 à 505 000 foyers

Amener le très haut débit par fibre optique dans tous les locaux (hors Métropole et Libournais) en 6 ans. Depuis le 25 janvier 2018, la seconde phase du plan Gironde Haut Méga est lancée. Un serveur d'éligibilité accessible via girondehautmega.fr a été amélioré pour permettre à chacun de connaître le calendrier appliqué à son adresse. 30 rencontres publiques organisées : 3 000 Girondines et Girondins entre sept. 2018 et oct. 2019.

Poursuite sur 6 ans de la seconde phase pour la construction d'une équité territoriale en offrant le Très Haut Débit (THD) pour toutes les Girondines et tous les Girondins, particuliers et entreprises

Couvrir à terme 100 % des foyers concernés (hors Métropole et Libourne) grâce à un réseau de desserte de 28 800 km au total et 9 375 km<sup>2</sup> équipés

Objectif de 100 réunions publiques et visites de chantier d'ici fin 2019

- Couverture des 505 000 foyers situés hors Métropole grâce à un réseau de desserte de 3 000 km au total sur 6 ans
- 1 500 chantiers à lancer sur l'ensemble du territoire
- En juillet 2019, 20 000 prises ont déjà été construites et 1 514 commercialisées

**Objectif du mandat : permettre aux usagers de s'identifier et se décomplexer vis-à-vis des services du Département et développer le réseau et son utilisation par les usagers**

Poursuite de la démarche de simplification des écrits de la Collectivité pour améliorer la compréhension des décisions et renforcer l'accès aux droits. Après le handicap en 2018, ce sont les champs de l'âge et de l'insertion qui ont effectué cette démarche sur leurs écrits via des ateliers participatifs menés avec les usagers concernés. Mise en place (juin 2019) d'un plan de formation interne avec l'Institut de Formation et de Management.

Événements pour les 30 ans du Conseil Départemental des Jeunes, avec un itinéraire citoyen dans les collèges de Gironde au 1<sup>er</sup> semestre 2020 (expositions, ateliers citoyens, témoignages d'anciens élus) afin de promouvoir l'action citoyenne du CDJ et aller à la rencontre des collégiens.

Mise à jour de la cartographie des lieux numériques

Entamer la démarche concernant les notifications (accord/rejet) d'agrèments aux Assistant.e.s Maternel.le.s et, en interne les écrits de la DRH adressés aux agents de la Collectivité - Poursuivre le plan de formation interne

- 200 lieux numériques identifiés en Gironde
- Simplification des écrits : 130 200 usagers concernés, 7 ateliers participatifs sur 4 territoires, 2 formations internes réalisées

**Objectif de mandat : améliorer l'accueil des usagers pour une meilleure effectivité de leur accès aux droits**

1 - En interne : renforcement du parcours d'accompagnement pour les agents de la collectivité sur l'environnement numérique de travail et dotation d'un smartphone, lors d'une journée d'accompagnement, et accompagnement sur l'usage des données personnelles et sensibles (RGPD)

2 - En interne : livraison et déploiement dans les Maisons du Département Solidarités d'une application « Bienvenue » aux chargés d'accueil téléphonique et physique (Annuaire social)

3 - Mise en ligne d'un Espace Personnel Usager sur le site internet du Département du suivi fédéré des demandes des usagers girondins

Poursuite du déploiement des accueils téléphoniques sociaux territorialisés (Porte du Médoc, Bordeaux et Graves prévus)

Poursuite de l'amélioration de l'accueil des usagers

1 - Poursuite des accompagnements numériques pour les agents et intégration de nouveaux thèmes.

2 - Extension des contacts sortants vers nos usagers sur le canal «SMS» (informations sur l'avancement des dossiers, relance RDV)

3 - Accueil inconditionnel des usagers : permettre aux CCAS d'accueillir et orienter nos usagers par la mise à disposition d'un outil de consultation des données de contacts, dans les CTEC

- 300 personnes formées sur l'environnement numérique de travail et 1 900 smartphones déployés en 2019
- Nombre d'appels reçus sur la plateforme Accueil téléphonique centrale : 210 623
- Taux de réponse : 83,56 %
- Taux de rappel : 12 %

**Objectif du mandat : mettre en place un marché de récupération et de recyclage des déchets numériques**

Marché en cours - Poursuite du recyclage total des déchets numériques. Produits envoyés dans le circuit du recyclage en 2018 : 880 Unités Centrales, 336 écrans, 244 portables, 100 imprimantes, 16 photocopieurs, 1 traceur, autres (scanners...), cartons de divers (câble...).

Proposition d'élargissement du marché de recyclage des déchets numériques au périmètre des collèges.

Dématérialisation des courriers

- 100 % de récupération et recyclage des déchets numériques

**Objectif du mandat : déploiement du haut débit en lien étroit avec les communautés de communes et les territoires.**

Déploiement des chèques APTIC dans 4 MDSI en Gironde.

Atelier usagers pour tester l'accessibilité du guide pour les personnes en situation de handicap version 2019-2020.

Un accompagnement des collectivités territoriales, par Gironde Numérique, dans leur transition vers le numérique : sécurisation et protection des données (RGPD) ; services et outils simplifiant le travail au quotidien ; le Projet d'Écoles Numériques : accompagner les communes dans leur projet d'informatisation des écoles du 1<sup>er</sup> degré.

Poursuite du déploiement des chèques APTIC sur les 9 PTS

Poursuite des tables rondes président-usagers

Budget participatif

Panel citoyen

- 4 tables rondes président-usagers
- 15 lieux labellisés APTIC

# Quels impacts de la VP12 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

## 1 Éliminer l'extrême pauvreté

### > IMPACT POSITIF

Lutte contre la fracture numérique : développer les actions d'inclusion numérique (chèque numérique APTIC et publication d'une cartographie des lieux d'accompagnement numérique) et l'investissement sur les infrastructures pour renforcer l'accès au numérique à toutes et tous partout sur le territoire

## 2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

### > IMPACT NON MESURÉ

## 3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

### > IMPACT POSITIF

Renforcement du lien social numérique au travers d'ateliers numériques (Conférence des financeurs)

## 4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

### > IMPACT POSITIF

Ecoles numériques : modernisation des équipements numériques des écoles (Gironde numérique)  
Reprise et modernisation du SI des collèges - Projet «numérique pour tous» avec les collégiennes et collégiens de classes de SEGPA - Financement d'un fab lab itinérant du partenaire Cap Sciences  
Bus numérique pour les séniors

## 5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

### > IMPACT POSITIF

Installation de la parité via des binômes filles garçons élus pour siéger au Conseil départemental des Jeunes.  
Matinales et cérémonie publique de signature de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale en septembre 2019.  
Veille à la représentation équitable des femmes et des hommes dans les publications du Département  
Veille à la représentation équitable des femmes et des hommes dans les publications du Département.

## 6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

### > IMPACT POSITIF

Tableaux de bord du SID sur l'eau partagés avec les communes et syndicats et capteurs pour éviter le gaspillage - Mac'eau

## 7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

### > IMPACT POSITIF

GTC collecte de données et mesure de la consommation énergétique, capteurs à disposition des communes pour suivre et gérer les consommations électriques [DTE]

## 8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

### > IMPACT POSITIF

500 emplois pour la construction du réseau. Plan Haut Méga pour amener sur le territoire le très haut débit pour les entreprises (impact direct sur l'emploi)  
La clause d'insertion professionnelle dans le cadre de Gironde Haut Méga a engendré 171 000 h d'insertion et 31 549 h de formation à destination de publics éloignés de l'emploi.

## 9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

### > IMPACT POSITIF

Reprise et modernisation de l'infrastructure des collèges dans les datacenter du Département. Plan Haut Méga (anticipation évolution réseaux)

## 10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

### > IMPACT NON QUALIFIÉ

## 11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

### > IMPACT POSITIF

Valoriser les pépites du territoire (film « Ici et maintenant. La Gironde s'invente » sorti en 2018 + kit d'animation pour débat et diffusion des initiatives de transition, cousinades inter-réseaux «La Gironde s'invente», Trophées Agenda 21) ; évolution de Gironde Mag et film sur Haut méga

## 12 Établir des modes de production et de consommation durables

### > IMPACT POSITIF

Filières de récupération et de recyclage de la totalité des déchets électroniques  
Labellisation Imprim'Vert de l'imprimerie départementale (moins de déchets, moins de déchets toxiques, analyse en cycle de vie des fournitures)  
Renforcer l'éco-responsabilité des objets promotionnels  
Maîtrise des impressions : récupération des impressions avec système d'authentification

## 13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

### > IMPACT À MESURER

Outils numériques développés pour les plans de continuité des risques majeurs  
[DTE]



**14** Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

**> IMPACT À MESURÉ**

Réduction de l'usage de plastique à usage unique.

**15** Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

**> IMPACT À MESURER**

Réduction de l'usage de plastique à usage unique.

**16** Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

**> IMPACT POSITIF**

Lisibilité de l'action publique départementale (communication externe), Comité transversal sur l'amélioration de l'accueil multi-canal (physique, téléphone, numérique...), Chantier de simplification des écrits administratifs

**17** Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

**> IMPACT POSITIF**

Gironde Numérique ; conférence des financeurs

# VP13 - Promotion de la santé et protection de l'enfance

Commissions :

**22. Politique de la promotion de la santé et protection de l'enfance**

## PRIORITÉS DE MANDAT

- Prévenir les situations de placement, assurer la protection des enfants confiés au Président du Département et accompagner les jeunes majeurs vers leur autonomie
- Promouvoir la santé et réduire les inégalités d'accès aux services de prévention et de soins

## Responsabilité sociétale

### Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)



**P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours



**D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.



**C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.



**A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU  
DÉVELOPPEMENT DURABLE

AMBITION  
VICE-  
PRÉSIDENT



**Cohésion  
sociale et  
territoriale**

Garantir un accueil adapté aux projets de l'enfant



**Épanouissement  
de tous les êtres  
humains**

Garantir l'accès pour tous à l'information en matière de santé et aux traitements



Favoriser la Co-construction des projets éducatifs avec les personnes concernées



**Préservation de  
la biodiversité**

Intégrer les enjeux santé-environnement dans les milieux de vie



**Production et  
consommation  
responsables**

Développer les groupes de paroles soutien à la parentalité sur tous les secteurs des PMI



**Gouvernance  
et participation  
citoyenne**

Inclure les usagers dans l'élaboration des innovations territoriales



**FAIT EN 2019****PREVU POUR 2020****REPÈRES****Objectif du mandat : limiter les ruptures de parcours des enfants**

Repenser l'accueil des enfants à besoins complexes pour permettre un accueil inconditionnel et durable

Proposition d'actions collectives de soutien à la parentalité, accessibles à toutes les familles. Évaluer les besoins en AED (Actions Éducatives à Domicile) et AEMO (Actions Éducatives en Milieu Ouvert)

Formations e-direction de tous les acteurs en lien avec l'enfant

Mise en place du Projet Pour l'Enfant, PPE

Bureau d'accueil Spécifiques

- Révision des projets de services
- Appel à projet pour la création de places

**Objectif du mandat : 100% des collégiennes et des collégiens reçoivent une information sur la vie sexuelle et affective**

Instauration d'un dialogue de gestion avec les partenaires permettant une évolution positive de la réalisation de l'objectif

Diffusion de bonnes pratiques à travers la contribution des partenaires à la rédaction d'une nouvelle charte sur les actions collectives auprès des collégiens

Réalisation d'actions mutualisées avec des partenaires pour améliorer l'atteinte qualitative des objectifs visés et les modalités d'animation adaptées aux nouvelles pratiques des jeunes

Poursuite du déploiement des actions en lien avec les partenaires impliqués sur ces sujets

Mener une réflexion de fond sur les représentations et les freins de certains professionnels des établissements scolaires et/ou travaillant avec des jeunes

**Objectif du mandat : mise en place et installation de la gouvernance autour du Projet pour l'enfant, PPE.**

Expérimentation des conférences familiales qui mobilisent les capacités des familles et de leurs proches pour résoudre leurs problèmes

Développer les conférences familiales

**Objectif du mandat : intégrer la santé-environnement dans la formation des professionnels et des usagers**

Mise en place d'une sensibilisation sur la santé environnementale auprès des assistants maternels et notamment dans la formation initiale

Réflexion sur les recommandations pour les espaces extérieurs des crèches

Poursuite de la diffusion de bonnes pratiques en santé environnementale

Pilotage par l'ARS des enjeux en santé environnementale et déclinaison en fonction sur le Département

- Plus de 1 000 professionnels sensibilisés et formés en santé-environnementale en Gironde

**Objectif du mandat : soutenir les groupes de paroles « actions collectives soutien à la parentalité »**

Accompagnement personnalisé des futurs parents et des parents à l'arrivée d'un enfant dans une démarche d'écoute bienveillante et une approche globale de la santé et notamment les déterminants psycho-sociaux. Une attention particulière est portée aux situations de vulnérabilité en allant au devant de ces publics dans des squats, des CHRS et des CADA pour accompagner la parentalité dans des situations de très grande précarité

Poursuite également de visites à domicile quel que soit le lieu d'hébergement et qui offrent une vraie plus-value à ces familles pour agir en prévention sur la santé des enfants en s'adaptant à chaque contexte de vie

Renforcement des équipes allant sur les lieux de vie et réflexions sur un lieu d'accueil de jour pour les familles (se réinscrire dans un quotidien de vie digne...)

- 100 % des professionnels de la périnatalité mobilisés sur des actions collectives de soutien à la parentalité

**Objectif du mandat : élaboration et mise en œuvre du Schéma départemental d'accessibilité aux services et intégration dans les Pactes territoriaux**

Participation à l'instance de coordination de déploiement des MSP et des centres de santé. Contribution de la DPS à chaque Contrat local de santé décliné sur les pôles territoriaux de solidarité

Mise en place du Conseil Départemental des Jeunes de l'aide sociale à l'enfance (ASE)

Conseils de territoires d'octobre et novembre organisant le dialogue et la co-construction des projets sociaux de territoire

Projets sociaux de territoires partagés avec les acteurs locaux

Premier rapport du Conseil Départemental des Jeunes de l'ASE

- 16 Maisons de Santé Pluridisciplinaires (MSP) et 1 Maison Départementale de Santé en Gironde
- 9 conseils de territoire
- 1 Conseil Départemental des Jeunes de l'ASE

# Quels impacts de la VP13 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

**1 Éliminer l'extrême pauvreté**

> **IMPACT POSITIF**

Politique de prévention éducative, d'actions de promotion de la santé et accompagnement PMI

Aller vers les populations les plus vulnérables (squats...)

**2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable**

> **IMPACT FAIBLE**

Conseils nutrition santé individualisés et collectifs dans le cadre des actions de promotion de la santé

**3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge**

> **IMPACT POSITIF**

Actions départementales de promotion de la santé : sorties collectives «poussettes», mutuelle de village, Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMPS), etc.

Déploiement de l'IVG médicalementeuse sur le territoire rural. Évaluation et optimisation de toutes les actions de santé sexuelle auprès des collégiens (90 % des collèges)

**4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie**

> **IMPACT POSITIF**

Actions d'éducation de santé sexuelle effectuées dans 90% des collèges du territoire

Mise en œuvre et soutien aux actions via les centres de planification et le planning familial.

Mooc protection de l'enfance (plan de formation départemental des professionnels de l'enfance)

**5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles**

> **IMPACT POSITIF**

Journée « Les stéréotypes filles-garçons dans le monde de la petite enfance » [DEFH]

**6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau**

> **PAS D'IMPACT**

Construction du Village d'enfants à Sablons, maisons en bois à faibles émissions GES (en 2020)

**7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable**

> **IMPACT FAIBLE**

**8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous**

> **IMPACT POSITIF**

Accélération de l'accompagnement à la formation des jeunes de l'ASE : mise en place d'actions spécifiques, parrainage, ...

Reconnaissance et appui à la professionnalisation du métier d'assistant familial

Contractualisation de conventions avec certaines chambres consulaires pour l'accompagnement à l'emploi des jeunes de l'ASE

**9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation**

> **PAS D'IMPACT**

**10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre**

> **IMPACT POSITIF**

Accueil renforcé des jeunes mineurs non accompagnés.

Travail avec les pays de départ: réalisation coopérative d'un documentaire sur les parcours migratoires des jeunes accompagnés dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance

**11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables**

> **IMPACT NEUTRE**

**12 Établir des modes de production et de consommation durables**

> **IMPACT NON MESURÉ**

**13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions**

> **IMPACT POSITIF**

Accueil en urgence des réfugiés climatiques mineurs et non accompagnés

Ouverture immédiate de lieux d'accueil d'urgence pour les jeunes à la rue en cas de canicule comme de grand froid

**14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable**

> **PAS D'IMPACT**

**15 Préserver les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité**

> **PAS D'IMPACT**

**16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous**

> **IMPACT POSITIF**

Finalité de la politique de protection de l'enfance et de la famille

Mise en place d'un partenariat avec le Barreau de Bordeaux pour les mineurs non accompagnés (MNA) et les professionnels qui les accompagnent pour faciliter l'accès aux droits des mineurs et jeunes adultes

Conférences familiales



**17** Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

**> IMPACT POSITIF**

Co-construction du Schéma de la protection de l'enfance et de la famille avec l'ensemble des partenaires publics, associatifs et privés.

Installation du Conseil Départemental des Jeunes de l'Aide Sociale à l'Enfance

# VP14 - Ressources humaines, modernisation des services et dialogue social

Commissions :

23. Ressources humaines

24. Modernisation des moyens et des services


## PRIORITÉS DE MANDAT


- Engager un dialogue social de qualité au travers d'un agenda social multi-thématique sur 3 ans : politiques de l'emploi, salariale et promotionnelle, GPEC, mobilité interne, protection sociale complémentaire et amélioration des conditions de vie au travail...
- Accompagner l'évolution des services en tenant compte des nouvelles approches territoriales et législatives afin de promouvoir un service public départemental de qualité


## Responsabilité sociétale


### Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

 **P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours

 **D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

 **C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.


 **A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU  
DÉVELOPPEMENT DURABLE

AMBITION  
VICE-  
PRÉSIDENTE

 **Cohésion  
sociale et  
territoriale**

Favoriser l'échange, le transfert et le partage de compétences

 **Épanouissement  
de tous les êtres  
humains**

Développer la démarche Santé et qualité de vie au travail (SQVT)

 **Lutte contre le  
changement  
climatique**

Poursuivre la sensibilisation - action des agents à la réduction des gaz à effet de serre (GES)

 **Préservation de  
la biodiversité**

Conforter la démarche saine d'entretien des locaux

 **Production et  
consommation  
responsables**

Renforcer la responsabilité sociale et environnementale de chaque agent

 **Gouvernance  
et participation  
citoyenne**

Renforcer le dialogue social

**Objectif du mandat : identifier les fonctions tutorales dans tous les services du Département**

Création d'un Institut de Formation et du Management qui en 2019 a élaboré la Charte des Formateurs internes Occasionnels pour optimiser les ressources internes et garantir la transmission des savoirs : réseau interne de formateurs, déontologie, engagements réciproques...

Mise en place d'un réseau d'assistants préventeurs valorisés par la formation et le RI

370 diffusions de postes ont permis à 285 agents de faire une mobilité interne. 150 jurys organisés au titre du recrutement

24 000 accueils agents : téléphoniques, numériques et physiques

Mise en œuvre des solutions construites par les communautés internes : plan de transformation des compétences et managériale, gestion facilitatrice orientée usagers, process RH tournés vers les nouveaux métiers et coopération co-construction de solutions (adaptation sociétale, mobilité digitale, bio éthique, formation et innovation socio-pro....)

- 50 apprentis à partir de septembre 2019
- 156 agents sont suivis en parcours pro (352 entretiens)

**Objectif du mandat : intégrer dans chaque projet de services une réflexion SQVT**

Diagnostiques croisés santé et qualité de vie au travail, SQVT, avec l'Agence Régionale de Santé, ARS, et Semaine internationale de la francophonie en octobre 2019

Animation et élaboration du Programme global de prévention de la collectivité  
Inscription et adhésion aux Clubs CHO (réseau bien-être au travail)  
Travail coopératif avec la médecine de prévention  
Lancement d'un plan de prévention absentéisme : objectif taux -0,5% (co-construction des solutions et présence territoriale renforcée)

- Réseau des assistants préventeurs : objectif passer de 16 à 40
- Diminution du nombre d'accidents du travail (50 entre 2018 et 1er semestre 2019)

**Objectif du mandat : élaborer et mettre en œuvre un plan de sensibilisation des agents au bon usage des bâtiments**

Mise en œuvre opérationnelle du Plan de Déplacement des Agents : incitation aux déplacements doux, forfait Mobilité Durable (200€ pour déplacement domicile-travail en vélo + co-voiturage + semaine Mobilité Durable Pôle Bordeaux et prévention usages vélo + flotte vélos électriques)

120 000€ pour Plan vélo + suppression de location de parking - Évolution du nombre d'agents qui changent de modes de déplacement (transition de la voiture solo vers des modes alternatifs de déplacement) : évaluation fin 2019

Opération «Petite laine» et conférence de lancement du Bilan des Emissions de Gaz à Effet de Serre 2019

Rénovation de la Commission Parking en Commission Mobilité Durable (PDA) en présence des élus, des représentants du personnel et de l'administration  
Prise en compte des usagers dans les décisions : café co-voitureurs, SIG, ateliers de co-working organisés en central et sur les territoires

- 413 agents ont bénéficié de télé travail en 2018 et 543 à la rentrée de septembre 2019

**Objectif du mandat : généraliser le nettoyage sain et écologique des locaux entretenus par le Département**

Nettoyage sain et écologique systématisé dans tous les locaux

Poursuivre les efforts en renforçant la vigilance sur la sous-traitance du nettoyage des locaux

- 100% des agents d'entretien formés au nettoyage écologique

**Objectif du mandat : décliner les engagements de responsabilité sociétale dans les projets de services**

3ème évaluation de la Responsabilité Sociétale de l'Organisation par AFNOR : certification avec progression de la cotation permettant l'atteinte du niveau 4/4 «Exemplaire». Selon le référentiel d'évaluation AFAQ 26000 RSO

Engagé, la cotation de la gouvernance interne est passée en 3 ans de 49/100 à 75/100

Décliner la stratégie RSO et résilience dans les projets de service et «décliner les ODD dans les services et auprès des agents» (préconisation AFNOR 2019)

Labo Mobile RH animés par la Base et les RRH : accompagnement à la méthodologie de projets de service intégrant la nécessaire adaptation aux évolutions sociétales

- La responsabilité sociétale de l'organisation est «exemplaire» selon AFAQ 26000 cotée à 703/1000 en 2019 (642/1000 en 2012, 569/1000 en 2015)

**Objectif du mandat : mettre en place un agenda social pour planifier les échanges et construire les évolutions en matière de ressources humaines.**

Avancées concrètes du dialogue social : secrétariat général dédié au dialogue social, les règlements intérieurs des instances ont été rénovés en groupes de travail avec toutes les OS et approuvés dans le cadre d'un protocole des droits syndicaux favorable à la participation des représentants du personnel

Lancement de la dématérialisation de tous les documents supports des instances. Pour 2019 l'agenda social multi-thématique a porté sur le nouveau RI et le protocole social en faveur des territoires de solidarité

Déploiement et accompagnement du protocole social et renouvellement de la participation aux groupes de travail : représentants syndicaux et agents (cadres + travailleurs sociaux, agents concernés et usagers du service social départemental, etc.)

- 30 instances relatives au dialogue social organisées au cours du 1er semestre 2019

# Quels impacts de la VP14 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

## 1 Éliminer l'extrême pauvreté

### > IMPACT POSITIF

Déprécarisation et attention privilégiée sur les agents de catégorie C et «travailleurs pauvres» du Département. Mise en place du RIFSEEP (2,6 millions d'euros) pour une amélioration du pouvoir d'achat

## 2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

### > IMPACT FAIBLE

Recherche d'une haute qualité alimentaire avec le restaurant inter-administratif (circuits courts, traçabilité, nouvelles pratiques, bio...), réflexion sur la restauration des agents hors site de Mériadeck

## 3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

### > IMPACT POSITIF

SQVT : évolution et adaptation des postes et rythmes de travail / vieillissement des agents. Lancement du plan de prévention de l'absentéisme et d'amélioration du bien-être au travail

## 4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

### > IMPACT POSITIF

Création d'un Institut interne de Formation et de Management (IFM). Plan de formation pluriannuelle des agents, développer nos propres produits de formation : MOOCs et Tutoriel

## 5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

### >IMPACT POSITIF

Délégation égalité Femmes-Hommes, signature de la Charte européenne de l'égalité  
Animation d'un groupe de référents internes  
Rédaction d'un rapport annuel de situation

Mise en œuvre du RIFSEEP : réduction des inégalités salariales

## 6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

### > PAS D'IMPACT

## 7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

### > PAS D'IMPACT

## 8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

### > IMPACT POSITIF

Attention continue portée sur les conditions de travail et priorité ATTEE Collèges

## 9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

### > PAS D'IMPACT

## 10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

### > IMPACT POSITIF

Réduction des inégalités de rémunération entre filières et catégories par la mise en place du RIFSEEP

## 11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

### > IMPACT POSITIF

Conceptualisation des nouveaux lieux d'accueil en concertation avec les occupants et les usagers

## 12 Établir des modes de production et de consommation durables

### > IMPACT POSITIF

Actions santé-environnement et maîtrise des fournitures + critères de développement durable dans les marchés publics + plan de mobilités douces

## 13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

### > IMPACT FAIBLE

Adaptation des horaires de travail en cas de fortes températures (en particulier pour les agents en charge des infrastructures)

Développement du télétravail et de la mobilité digitale

## 14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

### > IMPACT À MESURER

Voir critères commandes du Restaurant Inter Administratif / pêche durable

## 15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

### > IMPACT NEUTRE

## 16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

### > IMPACT POSITIF

Agenda social, mise en transparence des informations et des données, mission de médiation. Chantier de simplification administrative et de la qualité de l'accueil.

## 17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

### > IMPACT NEUTRE

Qualifier mieux les échanges avec notamment CNFPT et CDG. Améliorer les pratiques et les commissions d'échanges.  
Des projets inter-institutionnels qui pourraient être développés dans #LaBase : simplification administrative - Simplifichon, marathon de la simplification administrative en juin 2019



# VP15 - Patrimoine départemental

Commissions :

22. Politique de la promotion de la santé et protection de l'enfance




## PRIORITÉS DE MANDAT


- Rationnaliser le Patrimoine Départemental
- Actualiser le partenariat avec l'Etat
- Améliorer l'existant et le nouveau patrimoine dans une optique de Développement Durable


## Responsabilité sociétale


### Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

 **P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours


 **D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

 **C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.

 **A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU  
DÉVELOPPEMENT DURABLE

AMBITION  
VICE-  
PRÉSIDENTE

 **Épanouissement  
de tous les êtres  
humains**

Développer l'évaluation du bien-être au travail sur le volet patrimonial

 **Lutte contre le  
changement  
climatique**

Réduire l'impact climatique du patrimoine



Réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au fonctionnement des bâtiments

 **Préservation de  
la biodiversité**

Poursuivre l'intégration des enjeux d'économie d'eau au sein des bâtiments

 **Production et  
consommation  
responsables**

Renforcer la pertinence des choix patrimoniaux en termes de développement durable et affiner les critères de la commande publique en conséquence

 **Gouvernance  
et Participation  
citoyenne**

Généraliser la concertation avec les acteurs concernés durant toutes les phases du projet



**FAIT EN 2019****PREVU POUR 2020****REPÈRES****Objectif du mandat : évaluer le bien-être dans les bâtiments du Département**

Le Plan Stratégique patrimonial fera l'objet d'une mise à jour et d'un enrichissement des données fin 2019, cette mise à jour portera sur les cotations techniques et d'usage des équipements et la poursuite des diagnostics permettant d'améliorer la programmation des grosses réparations. Intégration des résultats de l'étude satisfaction usagers de 2017 : utilisateurs finaux associés dès les phases programmes

Conception et test d'un outil de prise en compte de la qualité de l'air dans les nouvelles constructions testée sur le pôle de Langon (Convention de recherche et développement avec l'ADEME et le CEREMA). Le dimensionnement des réseaux d'air a été aligné sur les pays européens avec deux communications lors de journées techniques régionales

Améliorer la fonctionnalité et mettre aux normes les plus petits locaux de permanence du service public départemental dans les communes

Déployer un outil d'information à chaque phase clef des interventions rendant lisible l'état de la prise en compte de la qualité de l'air

● Le nombre de bâtiments considérés comme très critiques en 2017 est passé de 50 à 23 avec un objectif de réduction à 0 en 2021

**Objectif du mandat : réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au déplacement des agents**

Diversification des moyens de transports (véhicules électriques et réduction de la part diesel) adaptée à la spécificité de chaque territoire. Les moyens sont déployés sur trois territoires : Médoc, Bordeaux et Libournais.

Le projet «plan de déplacements professionnels» pour une meilleure adéquation des moyens sera lancé à l'automne 2019, en s'appuyant sur les outils Gremlins, géolocalisation, paiement des Indemnités Kilométriques...

● 36 véhicules électriques déployés entre 2018 et 2020. Réduction de la part diesel du parc d'ici 2020 à moins de 50% pour le diesel

**Objectif du mandat : réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au fonctionnement des bâtiments.**

Réactualisation du BEGES en 2019

Poursuite de l'amélioration du contrôle des consommations, logiciel de connexion directe aux données des installations (indépendant des prestataires)

Préparation des nouveaux marchés de performance énergétique pour le patrimoine hors collèges (décalage de deux ans)

● Une baisse de plus de 30% par m<sup>2</sup> chauffé pour les collèges et de 18% pour le reste du patrimoine (bilan 2010-2018)

**Objectif du mandat : maîtriser les consommations d'eau dans les bâtiments**

Les installations de récupération d'eau ont été fiabilisées. Suite à une étude de détection des fuites, la mise en place de compteurs (par les distributeurs d'eau) est en cours de montage

Bouclage de la mise en place du système automatique d'alerte des fuites d'ici mi-2021

● Taux de fuites mi-2021 sur tout le patrimoine pour fixer un objectif ambitieux

**Objectif du mandat : mutualiser et optimiser les marchés publics départementaux pour une consommation responsable**

Contractualisation avec le CEREMA sur une convention de communication sur la qualité de l'air dans 2 bâtiments tests pour faire évoluer la réglementation (évolution des cahiers des charges)

La convention est en cours sur le pôle de Langon pour études

Mise en œuvre de la convention qualité de l'air et test sur la Tour Aquitaine

● 100 % des opérations alignées sur les recommandations européennes de qualité de l'air (36 m<sup>3</sup>/h/agent)

**Objectif du mandat : organiser des concertations entre les usagers / agents / entreprises / services pour que chacun prenne sa place sur les opérations structurantes**

Les procédures de construction ont été améliorées en intégrant dès les phases programmes les utilisateurs finaux. Pour les opérations techniques comme le parc matériel, le centre technique départemental et bibliogironde le recours aux ergonomes a été effectué

Concertations pour le pôle territorial de solidarité de Langon.

● 100 % des agents associés dès les phases programmes

# Quels impacts de la VP15 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

**1 Éliminer l'extrême pauvreté**

> PAS D'IMPACT

**2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable**

> IMPACT FAIBLE

Jardin alimentaire partagé sur la dalle de Mériadeck et sur la MDSI d'Eysines. Envisager des espaces cultivés sur les toits ou abords des bâtiments et domaines départementaux (Ex. Nodris). Réserver en 2020 une acquisition foncière pour le maraîchage. Expérimentation d'un frigo partagé sur le Pôle Territorial de Solidarité de St André de Cubzac

**3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge**

> IMPACT POSITIF

Ménager les conditions du bien être des agents des usagers. Travail sur la qualité de l'air intérieur et pédagogie sur les usages. Modification des règles de calcul de l'aération. Réappropriation du bâtiment Gironde Egalité (étages supérieurs). Renforcement des contrôles après travaux. AMO qualité de l'air avec le CEREMA

**4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie**

> PAS D'IMPACT

**5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles**

> PAS D'IMPACT

**6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau**

> IMPACT POSITIF

Systématisation de la récupération des eaux pluviales sur tous les bâtiments. Travail avec la SAUR pour la mutualisation des données permettant la détection des fuites (SID). Mise en œuvre de compteurs connectés

**7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable**

> IMPACT POSITIF

Alimentation de tous les bâtiments départementaux en électricité verte et maîtrise des consommations. Relance du marché de performance énergétique en 2020 avec pour enjeu d'aller au delà de la rentabilité financière

**8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous**

> IMPACT INDIRECT

Critères sociaux et écologiques dans la commande publique. 153 000 heures d'insertion sur les marchés du patrimoine en 2018 réalisées dans le cadre de la clause sociale.

**9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation**

> IMPACT FAIBLE

Dresser le bilan de l'expérimentation QRad

**10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre**

> PAS D'IMPACT

S'interroger sur l'utilisation provisoire des bâtiments vides pour des accueils ponctuels de migrants / squats...

**11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables**

> IMPACT POSITIF

Réfléchir aux mutualisations des bâtiments pour assurer la présence des services publics départementaux sur le territoire en accompagnement des schémas directeurs des politiques départementales

**12 Établir des modes de production et de consommation durables**

> IMPACT POSITIF

Réduction des consommations. Utilisation eau de pluie. Opération «Petite laine» de sensibilisation et d'accompagnement aux changements des comportements pour les agents

**13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions**

> IMPACT POSITIF

Réduction les consommations d'énergie - recours aux énergies renouvelables-utilisation eaux de pluie - quasi suppression de la climatisation dans les bâtiments neufs : mise en place d'une climatisation mobile pour rafraîchissement en période de canicule. Test de rafraîchissement adiabatique (évaporation d'eau de pluie récupérée) sur le pôle territorial de solidarité de Lormont

**14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable**

> IMPACT NON MESURÉ

**15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité**

> IMPACT NON MESURÉ



**16** Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

**> IMPACT FAIBLE**

Assurer par l'implantation de bâtiments mais aussi par des solutions innovantes de mutualisation d'espaces existants la présence des agents sur le territoire au plus près de tous les habitants

**17** Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

**> IMPACT FAIBLE**

Organisation concertée pour l'implantation de tout nouveau bâtiment

# Conclusions générales de l'évaluation RSO

## Responsabilité Sociétale des Organisations



Objectifs atteints



Objectifs ciblés

SCORES

CRITÈRES

80 %

### 1. Vision et gouvernance



Redevabilité assumée et affichée envers les Objectifs mondiaux de développement durable (ODD)



Il reste à décliner les ODD dans les services et auprès des agents

75 %

### 2. Gestion interne responsable



Renouvellement de la fonction Ressources humaines



Appropriation de la stratégie RSO/DD par les agents

65 %

### 3. Dynamique de développement et aménagement territorial



Une volonté de concertation affirmée et réelle



Plus d'ambition dans les ODD conditionnalités (critères pour les aides et subventions départementales)

65 %

### 4. Service aux populations et cohésion sociale



Territoire 100 % inclusif



Identifier le taux de non recours aux dispositifs sociaux

61 %

### 5. Transition écologique



Une volonté de territoire résilient



Diminuer l'artificialisation des sols et les gaz à effet de serre

## Le Département qualifié d'exemplaire pour sa responsabilité sociétale.

Dès 2012, il a été le premier département français à faire évoluer sa responsabilité sociétale par un tiers au regard de la norme internationale de Responsabilité Sociétale des Organisations ISO 26000 qui concerne les acteurs privés comme les acteurs publics. En 2015, il avait renouvelé l'évaluation en conservant le niveau « confirmé ». En 2019 a eu lieu la troisième évaluation de l'organisation par AFNOR Certification selon le modèle RSO Engagé AFAQ 26000. Avec cette nouvelle évaluation le Département atteint le dernier niveau dit « Exemplaire ». Le Label Engagé RSO évalue le niveau d'intégration des principes de l'ISO 26000 ainsi que les 17 ODD des Nations-Unies dans la stratégie et le management de l'organisation, en lien avec son territoire.

« Le département de Gironde continue de mettre clairement ses engagements en lien avec le Développement Durable dans toutes ses dimensions. La politique de Responsabilité Sociétale, même si elle n'est pas définie formellement, est de fait intégrée au dispositif. L'évaluation donne l'impression confirmée que les étapes précédentes avaient pour but d'établir des fondations solides en la matière et que la construction peut maintenant se pérenniser sur celles-ci. L'Agenda2030 sert clairement de boussole. » Extrait du rapport d'évaluation, p. 11.

**Le label est obtenu pour une durée de 3 ans sous réserve d'une évaluation de suivi à mi-parcours.**

Responsabilité Sociétale des Organisations



## Chiffres clefs de l'évaluation 2019

**2**

évaluateurs AFNOR Certification

**90**

élu.e.s et agents auditionné.e.s

un panel de

**50**

agents tirés au sort

**69**

RDV du 4 au 14 mars dont

**2**

avec les instances représentatives du personnel et

**18**

avec des parties prenantes externes

**165**

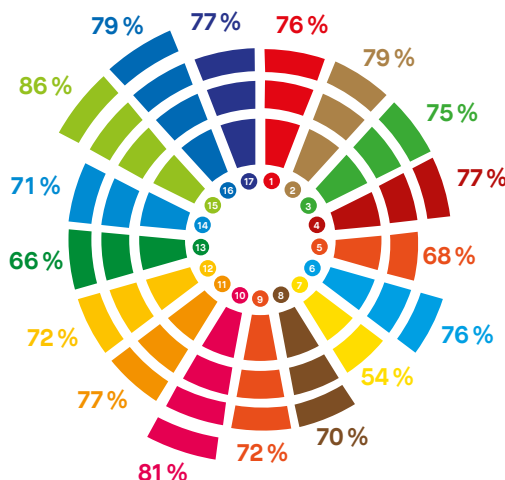
documents analysés

un rapport d'évaluation de

**90**

pages

## Une stratégie RSO du département de la Gironde équilibrée contributive aux 17 ODD



## Une stratégie de résonance

Afin de mutualiser compétences, pratiques, moyens, outils et méthodes, le département est partenaire du réseau régional RESONANCE ([www.resonancerse.com](http://www.resonancerse.com)) né de la volonté d'organisations professionnelles et institutionnelles de 13 secteurs d'activités de développer les démarches de responsabilité sociétale dans les organisations publiques et privées sur tout le territoire.

# Stratégie de résilience girondine

## Défis d'ici 2030 et actions résilientes réalisables en 2020 (inscrites au BP 2020)



VP1

### Synergies, stratégies et développement des territoires

**Défi 2030 :** 100 % des aides aux communes soumises à des critères de résilience.

Action phare 2020 : création d'un kit de résilience territoriale pour les collectivités girondines.

VP2

### Valorisation du patrimoine environnemental et touristique, ports et littoral, Agenda 21

**Défi 2030 :** accélérer la mise en œuvre de la stratégie foncière relative aux **Espaces Naturels Sensibles**.

Action phare 2020 : déploiement des groupes locaux fonciers sur l'ensemble du territoire pour application de la stratégie foncière à 3, 6 et 9 ans.

**Défi 2030 :** atteindre les cibles des 17 objectifs mondiaux du développement durable de l'Agenda 2030.

Action phare 2020 : expérimentation de la nouvelle version des Labo'Mobiles.

VP3

### Jeunesse, culture, sport et vie associative

**Défi 2030 :** 100 % des manifestations soutenues par le Département en zéro déchet.

Actions phares 2020 : livraison du bâtiment à énergie positive de l'Institut Départemental de Développement Artistique et Culturel (IDDAC).  
La résilience comme thématique du forum des associations 2020.

VP4

### Attractivité territoriale, initiative économique locale et tourisme

**Défi 2030 :** 100% d'agriculteurs aidés par le Département engagés vers des pratiques vertueuses.

Action phare 2020 : mise en œuvre du programme de la stratégie girondine de coresponsabilité alimentaire.

VP5

### Habitat, logement, développement social, précarité et modes d'accueil

**Défi 2030 :** du bio et du local dans 100 % des épiceries sociales et solidaires.

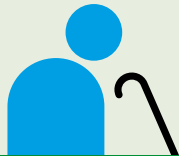
Action phare 2020 : des épiceries sociales et solidaires en circuit-court de qualité.

**Défi 2030 :** faire les habitats sociaux en 100 % énergies renouvelables.

Action phare 2020 : généralisation des Fabriqu'coeur d'habitat sur les énergies renouvelables (énergies renouvelables et énergies fatales).

**Défi 2030 :** accélérer la lutte contre la précarité énergétique.

Action phare 2020 : déploiement du SLIME (Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie) CD33 sur l'ensemble du territoire girondin hors métropole et 1000 ménages par an accompagnés vers la sortie de la précarité.



VP6

### Finances et fonds européens la précarité

**Défi 2030 : élaboration d'un budget résilient.**

Action phare 2020 : budget participatif citoyen.

VP7

### Autonomie, handicap et politique de l'âge

**Défi 2030 : Gironde, territoire 100 % inclusif.**

Action phare 2020 : expérimentation sur un territoire d'un plan de prévention et de gestion de canicule avec les plus fragiles pour anticiper et s'adapter mieux aux stress et aux chocs.

VP8

### Préservation de l'environnement, gestion des risques et des ressources, infrastructures routières

**Défi 2030 : intégration des possibilités d'amélioration du report modal pour tout nouvel aménagement d'infrastructure.**

Action phare 2020 : identifier des solutions alternatives à la voiture sur deux routes départementales en bord de littoral ou de rivière.

**Défi 2030 : garantir l'accès à la ressource en eau (qualité, distribution et prix) pour les collectivités et les Girondins.**

Action phare 2020 : lancement des ateliers du Conseil départemental de l'eau.

VP9

### Politiques de l'insertion

**Défi 2030 : zéro personne non-accompagnée.**

Actions phares 2020 : expérimentation d'un revenu universel d'activité girondin. Expérimentation d'un garage citoyen mobile.

VP10

### Politique éducative et sociale, collèges

**Défi 2030 : 100 % des collèges labellisés bio-engagés.**

Actions phares 2020 : expérimentation d'un collège zéro déchet. 20 nouveaux collèges labellisés établissements bio-engagés. Lancement de l'opération un collège = un potager.



### VP11 Mobilités

Défi 2030 : 100% des collèges connectés à une voie douce.  
Inciter à du zéro surface imperméabilisée.

Action phare 2020 : mise en œuvre d'une voie dédiée à une ligne de bus express sur la route départementale 936.

### VP12 Citoyenneté, relations avec les usagers, communication et accès numériques

Défi 2030 : zéro plastique au sein du Département.

Action phare 2020 : zéro plastique à usage unique dans l'accueil et les manifestations du Département.

### VP13 Promotion de la santé et protection de l'enfance

Défi 2030 : aucun adulte sortant de l'Aide Sociale à l'Enfance sans solution.

Action phare 2020 : création d'un lieu d'ancrage pour tous les jeunes adultes sortant de l'aide sociale à l'enfance.

### VP14 Ressources humaines, modernisation des services et dialogue social

Défi 2030 : 100% des agents dans un projet collectif partagé.

Action phare 2020 : plan de déplacement favorisant les mobilités alternatives pour les agents.

### VP15 Patrimoine départemental

Défi 2030 : un patrimoine départemental 100% résilient.

Actions phares 2020 : expérimenter des techniques de construction faisant appel à des ressources locales (matériaux bio-sourcés et solutions naturelles) et permettant de traiter le confort d'hiver et d'été (expérimentation à Langon).  
Exploitation du rafraîchissement adiabatique (évaporation d'eau de pluie récupérée) sur le pôle territorial de solidarité de Lormont.



## La résilience, une chance à saisir pour toutes et tous !

Voilà deux décennies qu'à travers l'ensemble de ses politiques, le Département fait croître ses ambitions pour assurer un avenir meilleur aux futures générations tout en répondant aux besoins quotidiens de la population. Cette volonté sans cesse réaffirmée par la collectivité de progresser, d'évoluer avec les Girondines et les Girondins, d'être toujours plus à l'écoute, responsable, exemplaire, innovante et inclusive, s'est traduite par des avancées concrètes dont peuvent attester les différents rapports de redevabilité.

Et si pourtant cela ne suffisait pas...? Si l'urgence était plus grande encore que nous l'imaginions et que, face à l'ampleur des risques environnementaux et sociétaux annoncés, ce « toujours plus » n'était pas encore assez? Et si finalement, l'accélération du réchauffement climatique, la fragilisation de la biodiversité, la raréfaction des ressources naturelles et énergétiques, ou encore les risques de conflits, nous obligeaient collectivement à prendre un nouveau tournant, plus radical, voire à changer de modèle de société?

Au milieu de toutes ces questions que nous nous posons aujourd'hui, une certitude : les changements doivent être opérés plus vite que prévu. Aujourd'hui, ce n'est plus pour les générations futures mais pour nos jeunes et pour nous qu'il nous faut changer nos habitudes, nos manières d'agir, qu'il faut s'adapter à l'évolution du monde en l'anticipant.

Fort de la dynamique positive existante au sein de l'institution et en lien avec les très nombreuses initiatives politiques et citoyennes locales, le Département se prépare d'ores et déjà à des changements de grande ampleur afin d'en limiter les risques en premier lieu pour les personnes et les territoires les plus vulnérables. Mais cette démarche est une chance à saisir pour tous! Ce qui peut paraître à première vue comme contraignant est en fait porteur de belles opportunités pour améliorer dès à présent notre rapport aux autres et à la nature.

C'est à cet enjeu de solidarités humaines et territoriales que répond la stratégie de résilience girondine qui commence à s'écrire. Nous la co-construirons dans le temps, avec l'ensemble des forces du territoire pour préparer au mieux demain. Toutefois, pour commencer à répondre à l'urgence, chaque Vice-président.e, en lien avec les services départementaux, a défini de nouveaux objectifs pour 2030 tout en lançant dès 2020 quelques premières actions, à la hauteur des enjeux.

Leur synthèse témoigne d'un enthousiasme partagé entre les élu.e.s et les agent.e.s départementaux pour écrire une nouvelle page girondine, porteuse d'innovation, de partage, de sens et d'espoir !



Jean-Luc Gleyze,  
Président du Département  
de la Gironde

